

SAS Bis Pont Biogaz
Lieu dit Sole de l'Épinette
80400 Hombleux

**PROJET D'UNITÉ DE METHANISATION A
Hombleux (80)**

**DOSSIERS ICPE
DEMANDE D'ENREGISTREMENT**

**Rubriques des activités au titre de la nomenclature des installations classées pour la
protection de l'environnement soumises à :**

Dossier réalisé par : NORIAP

**Enregistrement : 2781-2 b
Dossier consolidé
Septembre 2021**



SUIVI DU DOCUMENT

Evolutions du document : version	Dates	Rédacteur	Approbateur	Modifications
1	Mars 2021	JD	DJP	Création du document
2	Avril 2021	JD	DJP	Demande de compléments DREAL
3	Juin 2021	JD	DJP	Demande de compléments DREAL
4	Aout 2021	JD	DJP	Dossier consolidé
5	Septembre 2021	JD	DJP	Demande de compléments DREAL

SOMMAIRE

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX	4
INTRODUCTION - NATURE DE LA DEMANDE	5
DEMANDE SELON MODELE NATIONAL DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT - CERFA	6
1. PJ N°1 CARTE 1/25000 E OU 1/50000	7
2. PJ N°2 PLAN DES ABORDS	8
3. PJ N°3 PLAN D'ENSEMBLE	9
4. PJ N°4 COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D'URBANISME	9
5. PJ N°5 CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES	12
Capacités techniques	
5.1.1. Description des membres de la société et Origine géographique des matières admises :	13
5.1.2. Structure et expérience de la société Bis Pont Biogaz et de ses partenaires	15
5.1.3. Capacités financières	21
5.2. Garanties financières	22
6. DESCRIPTION FONCTIONELLE DU SITE	22
7. PJ N°6 RESPECT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES	36
7.1. Respect des prescriptions Rubrique 2781-1	36
8. PJ N°7 AMÉNAGEMENTS AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES	74
9. PJ N°8 AVIS DU PROPRIÉTAIRE	74
10. PJ N°9 AVIS DU MAIRE OU PRÉSIDENT DE L'EPCI	75
11. PJ N°10 JUSTIFICATION DU DÉPÔT DE PERMIS DE CONSTRUIRE	76
12. PJ N°11 JUSTIFICATION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT	77
13. PJ N°12 COMPATIBILITÉ AVEC LES PLANS, SCHÉMAS ET PROGRAMMES	77
13.1. Plans de gestion et de prévention de déchets	77
13.1.1. Plan National de prévention des déchets	77
13.1.2. Plan régional de prévention et de gestion des déchets	79
13.2. SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux)	79
13.2.1. Le SDAGE Artois-Picardie	79
13.3. SAGE	82
13.4. Programme d'actions pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	82

13.4.1. Programme d'actions national et régional	82
14. PJ N°13 EVALUATION NATURA2000	83
AUTRES PIÈCES - ANNEXES	85

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Principales figures

Figure 1 : Extrait du zonage du document d'urbanisme

Figure 2 : Unités de méthanisation en fonctionnement et en construction par Biogest et Energaia

Figure 3 : Organigramme du site de méthanisation

Figure 4 : Carte du SDAGE Artois-Picardie et SAGE

Principaux tableaux

tableau 1 : Dénomination cadastrale

tableau 2 : Caractéristiques du groupe d'eau glacée sous pression

tableau 3 : Caractéristiques du surpresseur

tableau 4 : Caractéristiques de la cuve de charbon actif

tableau 5 : Aménagements aux prescriptions générales

tableau 6 : Liste des plans, schémas et programmes

tableau 7 : Dispositions concernées du SDAGE

tableau 8 : Zone de protection et d'inventaire

INTRODUCTION - NATURE DE LA DEMANDE

La société **SAS Bis Pont Biogaz**, souhaite mettre en place une unité de méthanisation de matières organiques.

Le projet est situé sur la commune de Hombleux (80), le long de la D89 en direction de Voyennes.

L'objectif est de produire du biogaz à partir des déchets locaux et générer des matières fertilisantes qui seront valorisées en agriculture.

Le biogaz après épuration sera injecté dans le réseau transport de gaz naturel.

L'installation valorisera **31 300 t/an** de biomasse.

La capacité de traitement sera de **85.7 t/j** en moyenne, la capacité maximale de l'unité sera de 99T par jour.

L'installation générera également deux types de digestat : un digestat liquide et un digestat solide.

Les déchets et matières organiques proviendront principalement des 7 exploitations agricoles porteuses associées dans le projet et d'exploitations environnantes.

La coopérative agricole NORIAP est membre également du projet en apportant des matières et en reprenant des digestats, le gisement ainsi que le digestat proviendront essentiellement d'exploitations à proximités. Elles seront intégrées au plan d'épandage de l'unité suivant le besoin.

Le présent document constitue ainsi le dossier de demande d'enregistrement de la société SAS Bis Pont Biogaz.

L'objet de ce document est de rassembler l'ensemble des pièces constitutives du dossier d'enregistrement codifiées aux articles R512-46-1 à R512-46-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

- la présentation du demandeur et des capacités techniques et financières,
- la présentation du site et du projet,
- les plans figurent en annexe,
- la compatibilité avec les documents d'urbanisme,
- le document justifiant des prescriptions applicables à l'installation,
- la compatibilité avec les plans, schémas et programmes,
- les éléments sur les zones naturelles sensibles.

Projet soumis à examen au cas par cas.

Le plan d'épandage est connexe à l'enregistrement ICPE. Par conséquent, le plan d'épandage n'est pas soumis à autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau.

DEMANDE SELON MODELE NATIONAL DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT - CERFA

La demande mentionne :

1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire ;

2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;

3° La description, la nature et le volume des activités que le demandeur se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dont l'installation relève.

« 4° Une description des incidences notables qu'il est susceptible d'avoir sur l'environnement, en fournissant les informations demandées à l'annexe II.A de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. ».

Voir CERFA en tête de dossier

La liste des communes concernées par le rayon de 1 km autour de l'installation sont :

Commune	Département	Commune autour dans le rayon d'affichage du site (1km)	Commune concernée par l'épandage
Hombleux - Bacquencourt	80	X	
Languevoisin -Quiquery	80	X	
Rouy le Petit	80	X	
Voyenne	80	X	
Breuil	80	X	
			Liste en annexe 2

Au final, **4 communes** peuvent être concernées par la consultation publique sur le département (80) 35 communes liées au plan d'épandage.

En définitive, seule la Préfecture définit la liste des communes concernées par la consultation publique.

2. PJ N°2 PLAN DES ABORDS (Annexe 17)

Le projet s'implante sur les parcelles suivantes :

Tableau 1 : Dénomination cadastrale

Commune	Section	Parcelles
Hombleux	OF	709
Hombleux	OF	711 pour partie(859)
Hombleux	OF	718

PJ N°2 - Plan au 1/2500e





3. PJ N°3 PLAN D'ENSEMBLE

Voir annexe 14 et PJ N°3 Plan N°2.

4. PJ N°4 - COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D'URBANISME

1. Document d'urbanisme :

Le territoire est régi par un PLU (Plan Local d'Urbanisme) dont la dernière modification a été à la délibération du conseil communautaire du 18/02/2013.

Source : <https://www.hombleux.fr/urbanisme-p-lu/>

2. Type de zonage :

Le projet est situé en zone A du document d'urbanisme.

Source : <https://www.hombleux.fr/urbanisme-p-lu/>

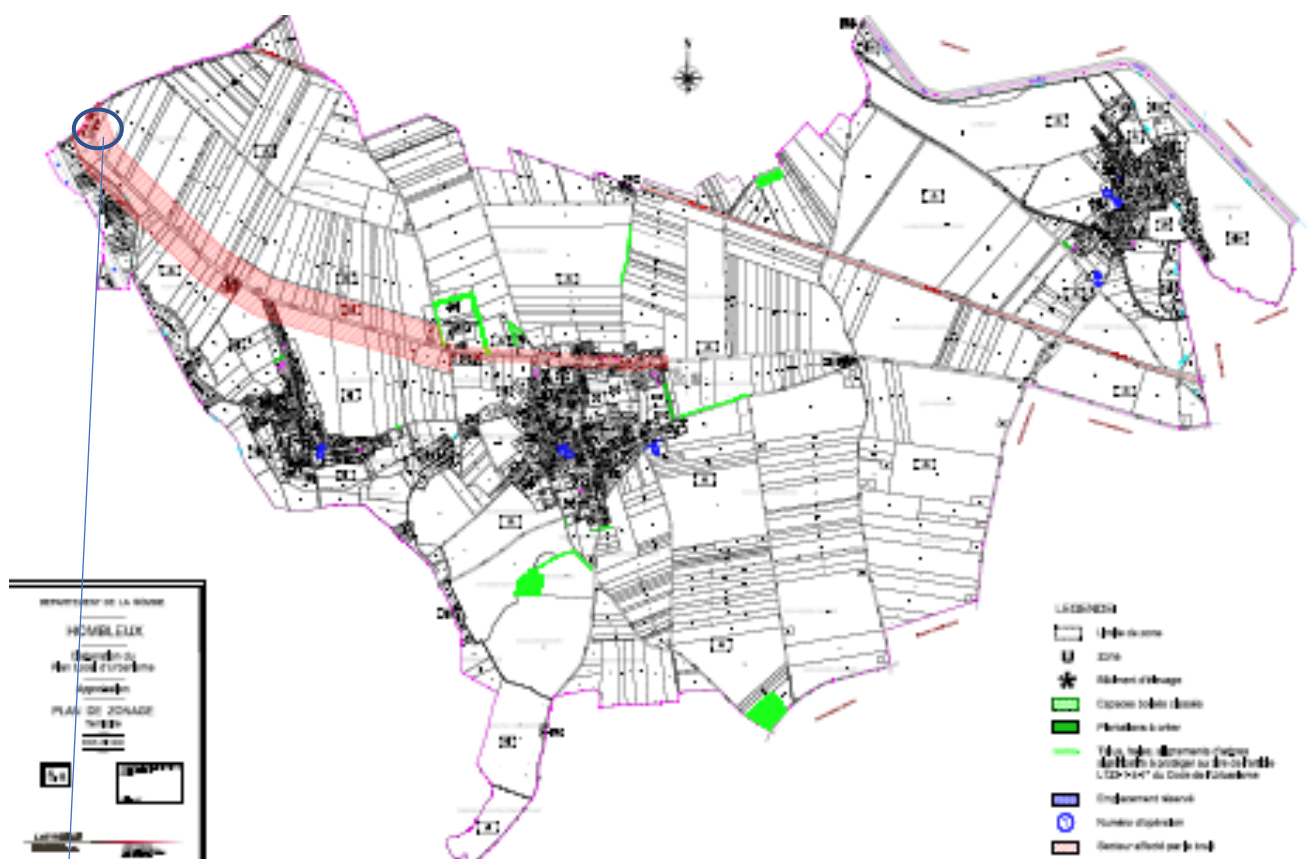
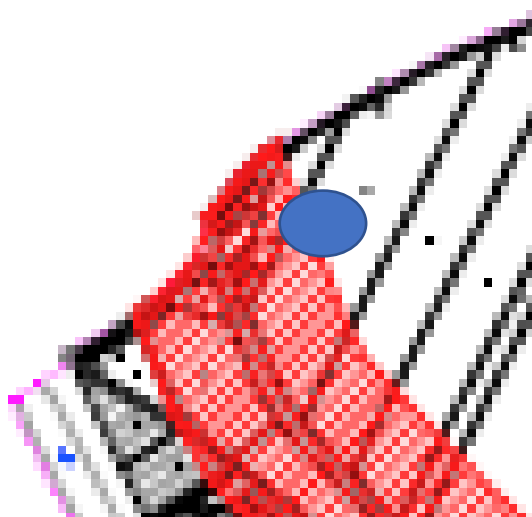


Figure 1 : Extrait du zonage du document d'urbanisme

Emplacement du projet



3. Résumé du règlement associé :

Dispositions	Référence / articles	Compatibilité du projet
	Zone A	
Caractère / destination	zones agricoles, repérées par le sigle A, correspondant aux zones protégées en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique	Oui Le site de méthanisation est une activité agricole, le capital est détenu à plus de 50% par les associés exploitants agricoles avec un gisement à plus de 50% d'origine agricole
Orientation d'aménagement et de programmation (AOP)	/	/
Occupation des sols interdites	Article A1	/
Occupation des sols admises	Article A2	
Accès et voirie	Article A3 Accès adapté Voirie adaptée Exigences de sécurité, défense contre l'incendie et protection civile	Conforme, accès avec les voiries existantes L'accès se fera par la D89
Réseaux	Article A4 Eau potable Eaux usées Eaux pluviales Préservation des fossés Electricité - Téléphone	Le projet comportera les réseaux nécessaires. Les eaux usées et les eaux pluviales du site sont traitées par des systèmes séparatifs. Les eaux pluviales issues des toitures et des voiries non souillées sont gérées dans un bassin d'infiltration. Les jus de silos, les eaux de l'aire de lavage sont intégrées au process de méthanisation.
Superficie minimale des terrains constructibles	Article A5 En l'absence de réseau public d'assainissement, la superficie minimale des terrains constructibles doit être compatible avec un dispositif d'assainissement autonome.	Conforme
Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Article A6 Retrait de 15m de l'axe des voies	Conforme Préciser la distance de retrait >15m
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	Article A7 Retrait de 20m des limites de zones U , Aur, AU, N et Nj Retrait de 4m des limites séparatives	Conforme Préciser la distance de retrait
Implantation des constructions les unes par rapports aux autres	Article A8 Respecter une distance de 5 m entre 2 bâtiments contigus	Conforme
Emprise du sol	Article A9 Non réglementé	
Hauteur des constructions	Article A10	Conforme Hauteur du bâtiment, 10.75m Les cuves ont une hauteur de 6m

	Les constructions à usage agricole ne doivent pas excéder 12m à l'égout de la toiture	
Aspect extérieur Stationnement Espaces verts et plantations	Article A11 Architecture, dimensions, aspect extérieur Matériaux, couleurs, clôtures Nombre de stationnement Espaces verts	Pris en compte par le projet
Stationnement	Article A12 Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions ou installations doit être assuré en dehors des voies ouvertes à la circulation publique.	Conforme, emplacement de parking sur site.
Espaces libres et plantation	Article A13 Les haies sont constituées d'essences locales à croissance naturelle modérée (incompatibles avec des essences de type thuyas par exemple).	Volet paysager du Permis de construire, utilisation d'essences bocagères locales saule marsault, érable champêtre, noisetier...
Coefficient d'occupation du sol	Article 14 Non réglementé	/

Emplacements réservés :

Non concerné

5. PJ N°5 - CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

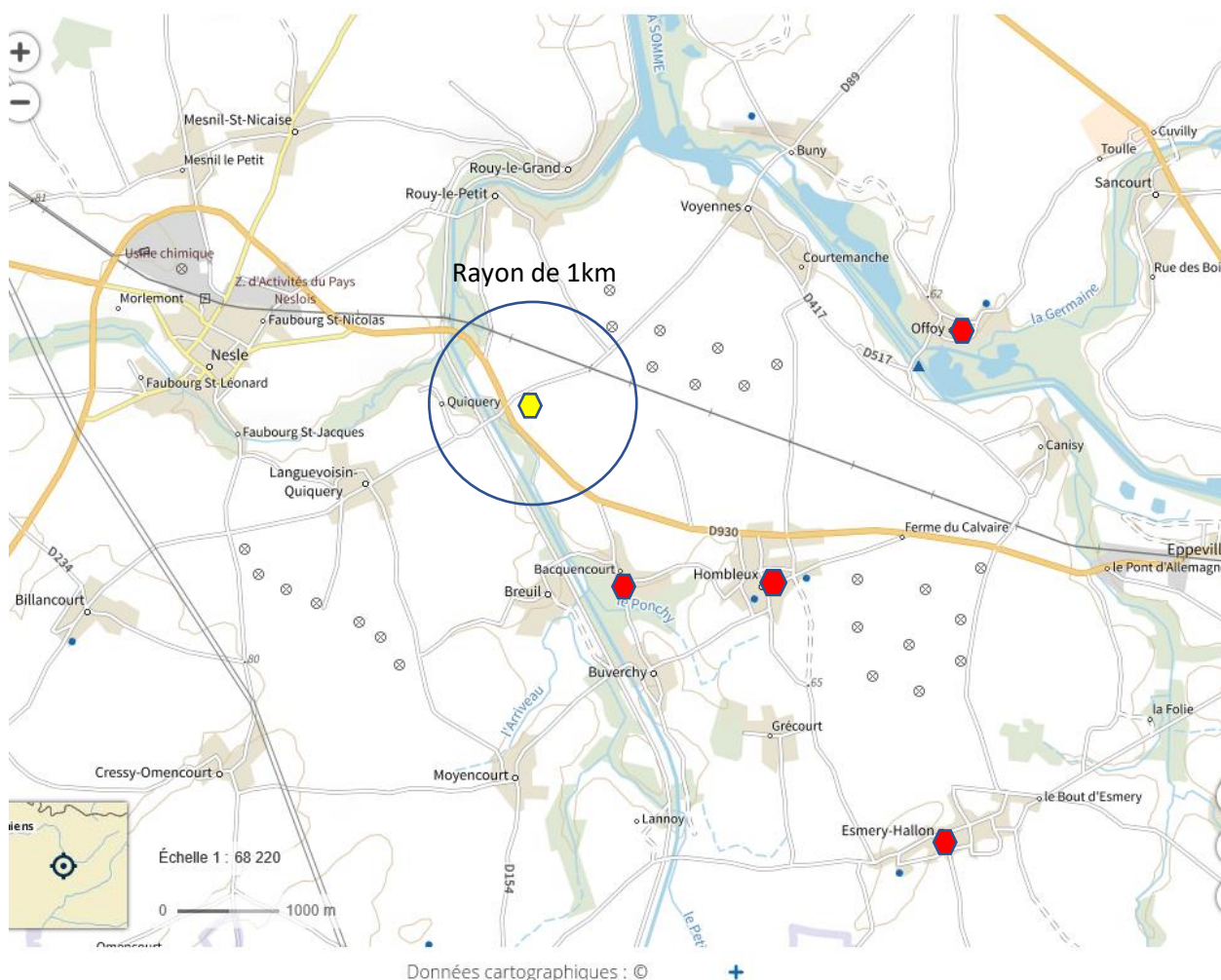
CAPACITES TECHNIQUES

La société **Bis Pont Biogaz** au travers de son projet disposera de toutes les capacités techniques nécessaires pour conduire son projet d'unité de méthanisation de biomasses organiques et pour piloter les installations. Elle s'appuiera notamment sur l'expérience de ses fondateurs et partenaires.

5.1.1. Description des membres de la société et Origine géographique des matières admises :

5.1.1.1. Description des membres de la société

Nom de l'exploitation	N° SIRET	Adresse siège social	NOM Prénom du représentant	Associé dans la société porteuse du projet (actionnaire)	Apporteur de gisements	Repreneur de digestat
EARL Dossin	412 142 473 00013	8 rue saint Médard - 80400 Hombleux	DOSSIN JEAN PASCAL	Oui	Oui	Oui
EARL Baes	414 964 205 00010	133 grande rue – 80400 Esmery Hallon	BAES GREGOIRE	Oui	Oui	Oui
SCEA Voisin	341 898 419 00013	Ham de Bacquencourt – 80400 Hombleux	VOISIN VINCENT	Oui	Oui	Oui
EARL du marais	399 593 367 00010	4 rue basse – 80400 Offoy	RIMETTE JEAN-MICHEL	Oui	Oui	Oui
Van Hamme Nicolas	451 897 219 00015	58 grande rue – 80400 Esmery Hallon	VANHAMME NICOLAS	Oui	Oui	Oui
SCEA de Bonneuil	488 330 515 00013	Ferme de Bonneuil – 80400 esmery Hallon	VANHAMME VINCENT	Oui	Oui	Oui
EARL Chevalier	447 893 702 00012	5 grande rue – 80400 Esmery Hallon	CHEVALLIER EDOUARD	Oui	Oui	Oui
NORIAP		Boulevard Michel Strogoff – 80 Longueau	FRANCOIS DAMIEN	Oui	Oui	non



5.1.1.2. Type et origine géographique des matières admises

Le type et les quantités des matières reçues ont été présentés dans le formulaire cerfa de présentation du projet. La liste exhaustive des déchets admis sur le site SAS Bis Pont Biogaz (d'après l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement) est reportée en Annexe .

Les déchets admis dans l'établissement proviennent principalement des 7 exploitations agricoles membres du projet et des industries agro-alimentaires du département ainsi que des exploitations ayant contractualisées des apports via la coopérative Noriap.

Les matières proviendront de ce fait du département de la Somme.

Compte tenu des relations commerciales que les exploitants agricoles ont avec l'industrie agroalimentaire les matières pourront provenir exceptionnellement des départements limitrophes.

5.1.2. Structure et expérience de la société BIS PONT BIOGAZ et de ses partenaires

La société BIS PONT BIOGAZ :

La société BIS PONT BIOGAZ a été créée le 26/06/2019.

La motivation des porteurs du projet est :

La société est détenue à 100% par les associés de BIS PONT BIOGAZ soit une majorité d'exploitants agricoles et 1 coopérative.

Les exploitants porteurs de projet ont l'habitude de travailler ensemble compte tenu de la faible distance entre leurs exploitations.

Les autres intervenants principaux interviennent sous la supervision de la société BIS PONT BIOGAZ et sont :

- **En phase de construction**

Un contrat de fourniture et de mise en service de l'unité sera signé avec le constructeur de l'unité.

A l'heure actuelle, la société BIS PONT BIOGAZ a mandatée un maître d'œuvre, le cabinet ACOORE.

- **En phase d'exploitation**

Une équipe sur l'unité sera chargée de la conduite au quotidien de l'unité (réception, suivi de production, maintenance de premier niveau ,...).

Cette exploitation sera conservée par la société BIS PONT BIOGAZ. Pour ce faire, la société embauchera du personnel (1ETP) recruté sur la base de compétences spécifiques pour la gestion d'un tel site.

Les agriculteurs du groupe assureront la Direction générale (Gestion administrative, juridique, financière et sociale du site), c'est-à-dire l'ensemble des décisions stratégiques ainsi que la supervision du site. Ils pourront également intervenir épisodiquement sur les équipements d'approvisionnement de la matière et de reprise des digestats.

L'entité Grtgaz assurera la gestion du poste d'injection sur la canalisation de gaz naturel.

Cette équipe sera formée aux matériels installés sur le site avant sa mise en service.

Elle se charge de superviser et conduire au quotidien l'unité de méthanisation, ainsi que de coordonner au quotidien les interventions des différents tiers. Les missions sont étendues et incluent notamment les inspections des équipements, le suivi des performances des entreprises en charge de la maintenance, de l'entretien du site, des consignations, et autres supervisions en cas de travaux sur l'installation. Elle se charge également des relations opérationnelles avec les partenaires locaux, les gestionnaires de réseau, les administrations sur le site.

Un contrat de maintenance avec obligation de résultat sera signé avec les fournisseurs des composants majeurs (procédé, valorisation du biogaz, ... autres). Les équipes de ces intervenants seront des techniciens de maintenance spécialisés et formés spécifiquement à cet effet. Ainsi, ils disposeront notamment des formations nécessaires aux travaux en zone ATEX ou encore des habilitations électriques nécessaires. Une autre partie des équipes de ces prestataires sera basée dans ses centres de supervision et assureront une supervision à distance 24h/24 et 7j/7.

Les entreprises qui seront missionnées pour le projet devront remplir les conditions suivantes :

- Disposer d'une expérience suffisante dans leur domaine d'activité et en méthanisation, et notamment être formées au fonctionnement et autres spécificités et risques des équipements qui seront installées sur le site.
- Disposer des outils nécessaires à la supervision à distance et à la collecte et l'archivage des données de fonctionnement,
- Disposer d'une équipe de techniciens avec habilitations électriques afin de pouvoir réaliser les missions d'inspections et d'accompagnement des autres intervenants, et capable de procéder à des visites régulières sur site et dans les installations,
- Avoir une bonne connaissance des obligations faites aux exploitants, et notamment concernant le régime ICPE, la rédaction de plans de prévention des risques, les contrôles réglementaires, connaissances des procédures des gestionnaires de réseaux, les règles de sécurité applicables aux manœuvres des équipements électriques (consignations lors des mises hors tension ou sous tension), de gaz ...etc.

Ainsi, le dispositif constitué permet d'assurer un niveau de compétences suffisant tant techniques qu'administratives, notamment par une bonne connaissance des réglementations applicables et des enjeux liés à la construction et à l'exploitation d'une telle installation de méthanisation.

Le constructeur de l'unité de méthanisation :

La société BIOGEST est retenue pour le projet pour respectivement les parties process, digesteurs/cuves.

Le fournisseur et constructeur de l'unité de méthanisation est la société BIOGEST, entreprise avec 27 ans d'expérience dans la technologie environnementale et en particulier les énergies renouvelables et le biogaz.

BIOGEST a conçu et construit plus d'une centaine de projets de méthanisation, une expérience qui lui permet d'apporter des conseils à la valorisation économique des matières fermentescibles et de proposer des unités adaptées et optimisées.



Figure 2 : Unités de méthanisation en fonctionnement et en construction par Biogest en France.

- Un contrat d'accompagnement est couramment passé entre la société porteuse du projet et le constructeur du site notamment sur le suivi biologique du site.
- Ce contrat précisera notamment :
 - La durée du contrat et son mode de reconduction
 - les obligations des parties (droits et obligations, exploitation, répartition)
 - Les détails des prestations techniques liées à l'exploitation, à la maintenance
 - les dispositions financières
 - les responsabilités
 - La gestion de la Qualité, Sécurité, Environnement

Pour la partie épuration, la technique membranaire (société Energaia) est pressentie comme solution.

Système Wolf SAS

Système Wolf SAS est spécialisé dans la construction de réservoirs et cuves bétons pour application industrielle et agricoles. Elles sont alimentées avec toutes sortes d'intrants.

Le transport des intrants et des digestats :

Les déchets proviendront en grande partie des exploitations agricoles : matières agricoles (CIVE, effluents d'élevages, déchets de cultures, cultures dédiées).

Pour l'apport des matières (en particulier corvée d'ensilage) un (des) entrepreneur(s) est envisagé. Les agriculteurs pourront également apporter les matières avec leur propre matériel.

Pour le transport et l'épandage des digestats, la sous-traitance est envisagée avec des sociétés locales spécialisées.

Le digestat brut liquide sera épandue par pendillard avec enfouisseur selon le stade des couverts.

Une convention de reprise des digestats sera réalisée avec chaque structure et avant le premier enlèvement.

5.1.2.1. Capacité à piloter les installations et organisation de l'entreprise – Formation du personnel

Les sites modernes de méthanisation sont en grande partie automatisés et fonctionnent avec peu de main d'œuvre. La conduite de l'installation se limite généralement à des opérations de suivi général, de surveillance et d'entretien.

L'effectif prévu sur le site représentera l'équivalent de 1 à 2 personnes à temps plein qui pourra se décomposer de la manière suivante :

- 1 responsable de site pour le suivi du process, l'approvisionnement, les relations avec les fournisseurs et clients.
- 1 UTA – Compétences en tant qu'électrotechnicien. Cette personne n'est pas encore recrutée.

De plus, une partie des agriculteurs actionnaires de la société BIS PONT BIOGAZ assureront la gestion de l'entreprise dans ses parties économiques, managériales et techniques.

La phase de démarrage de l'installation sera la base de la formation à l'exploitation et à la conduite de l'installation.

Il est prévu que les personnes du personnel d'exploitation de la **société BIS PONT BIOGAZ** suivent une période de formation par le constructeur.

Le personnel d'exploitation sera présent pendant toutes les phases de mise en service jusqu'à la réception définitive. Les essais de mise en service des installations comprendront :

- des essais à froid ;
- des essais à chaud ;
- une marche probatoire ;
- une réception composée :
 - des tests de fonctionnalité ;
 - des tests de performance.

Tous ces essais suivront une série de procédures clairement établie et validée en phase de suivi de projet et avant construction.

Ces procédures intégreront une validation de transmission de compétences des intervenants, constructeurs et sous-traitants vers le personnel d'exploitation.

Le personnel sera également formé à la méthanisation, à la sécurité, à la conduite d'engins, à la réglementation applicable au traitement des déchets et des sous-produits animaux, et aux installations classées. Une mise à niveau régulière sera réalisée.

Une formation initiale sur le risque incendie et aux premiers secours sera réalisée pour le personnel.

Le recyclage des connaissances sera permanent. L'ensemble du personnel présent sur le site participera, au moins une fois par an, à un exercice de formation sur la sécurité incendie et sur les risques que présentent les installations, pour se familiariser avec les moyens d'alerte, d'évacuation et l'utilisation des moyens de premières interventions.

- A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de la formation. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.

Dans tous les cas, l'exploitant bénéficiera de l'appui permanent des installateurs/concepteurs des équipements techniques (voir paragraphe suivant).

Organigramme du site de méthanisation BIS PONT BIOGAZ

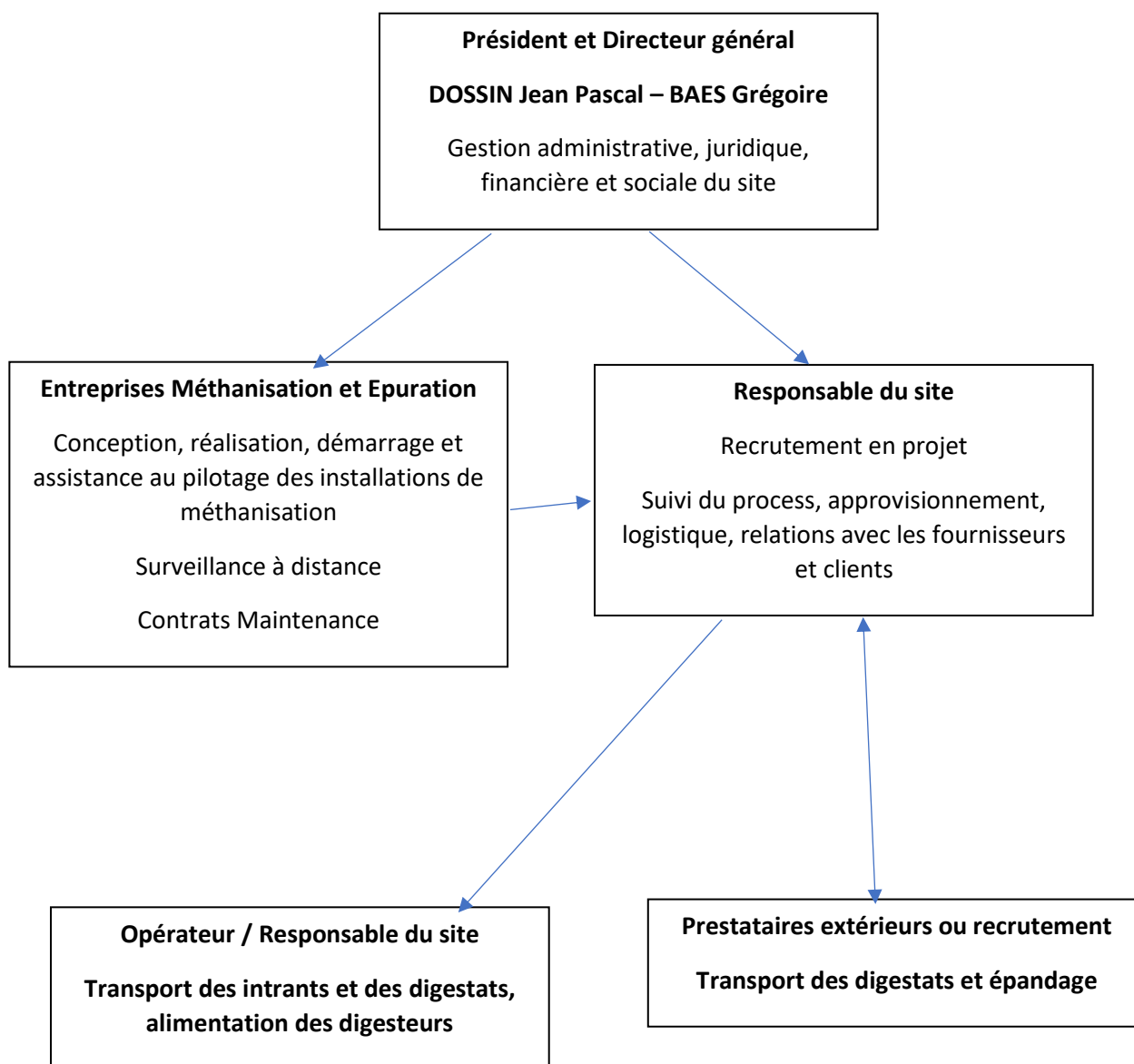


Figure 3 : Organigramme du site de méthanisation

5.1.2.2. Appui technique des fournisseurs – Démarrage des installations

La société BIS PONT BIOGAZ bénéficiera de l'appui permanent des installateurs/concepteurs des équipements techniques en lien avec le constructeur des installations.

Lors de la mise en route, le constructeur suivra la montée en puissance de l'installation jusqu'au moment où la production aura atteint le seuil prévu dans le projet.

Par la suite, le constructeur sera lié au site de la société BIS PONT BIOGAZ par un contrat par lequel il garantira le bon fonctionnement des installations. Il sera donc en relation permanente avec le site au travers de son directeur.

Le constructeur pourra alors conseiller et orienter la maintenance de l'unité. L'appui technique se fera ensuite localement avec les entreprises chargées de la maintenance.

5.1.2.3. Gestion des déchets et de la traçabilité des digestats

Le site de la société BIS PONT BIOGAZ mettra en place un système de gestion des productions permettant d'assurer :

- La traçabilité des opérations, notamment en ce qui concerne le respect des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux.
- La traçabilité des digestats jusqu'à leur évacuation du site.

Ce système de gestion s'appuiera sur les principaux points suivants

- Elaboration d'un cahier des charges d'admission des déchets
- Procédure de vérification de l'admissibilité des déchets
- Registre des entrées de déchets
- Registre des sorties de digestats
- Analyses et contrôles de la conformité des digestats
- Système de maîtrise des risques sanitaires HACCP (Agrément sanitaire)

5.1.2.4. Suivi de l'évolution réglementaire

Concernant l'évolution réglementaire, la société BIS PONT BIOGAZ réalisera, comme toute entreprise, une veille destinée à identifier les dispositions qui pourraient être applicables à son installation, et notamment les évolutions de la réglementation des installations classées, des normes AFNOR sur les produits finis et des règles sanitaires de traitement des sous-produits animaux. Pour cela, le site pourra s'appuyer sur les différents services de veille réglementaire disponibles sur Internet ou auprès de la branche métier, de prestataires et bureaux d'études.

5.1.3. Capacités financières

En termes d'investissement, le coût global du projet est estimé à 7 millions d'euros.

Le financement a été estimé de la manière suivante :

- Financement bancaire : 80 à 90%
- Aides à l'investissement : 0 à 10 %
- Apport fonds propres : 10 % à 15%

Le capital sera détenu à plus de 51% par les agriculteurs adhérents.

En termes de rentabilité, les résultats sont estimés à partir d'un plan d'affaires réalisé sur 15 ans avec :

- Taux de Rentabilité INTERNE (TRI) entre 7 % cabinet Berson selon certaines variantes
- Temps de Retour Brut (TRB) à 9 ans.

Le compte d'exploitation prévisionnel de la société BIS PONT BIOGAZ à 15 ans est présenté en annexe confidentiel. Celui démontre une rentabilité satisfaisante dans les différentes conditions supposées. Il dépend encore à ce stade de nombreux facteurs en cours de définition.

La société BIS PONT BIOGAZ présentera donc les capacités financières nécessaires pour réaliser et conduire son projet d'usine de méthanisation de produits organiques.

5.2. GARANTIES FINANCIERES

L'arrêté du 31 mai 2012, modifié par l'arrêté du 20 septembre 2013, fixe la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

D'après l'annexe II de cet arrêté, le projet n'est pas concerné.

6. DESCRIPTION FONCTIONNELLE DU SITE

GENERALITES

La méthanisation est un procédé de biodégradation en milieu anaérobie sous l'action combinée de micro-organismes. Une succession de réactions biologiques conduit à la formation de biogaz et de digestat.

Les grandes étapes du processus d'exploitation sont :

1. Réception des substrats liquides et solides (fumiers, CIVE, paille, pulpe de betteraves).
2. Alimentation du méthaniseur *via* la station de pompage et/ou trémie.
3. Méthanisation réalisée dans un digesteur puis un digesteur secondaire conçus en ouvrage combiné circulaire. Le chauffage des substrats et le maintien de la température du méthaniseur sont réalisés à l'aide d'un ensemble de tuyauteries en PEHD réticulé. L'eau chaude est produite par une chaudière bicom bustible (biogaz + gaz naturel pour l'amorçage) et un échangeur de chaleur sur le compresseur du système d'épuration du biogaz.
4. Valorisation du biogaz : la production de biométhane à partir de biogaz se fait par filtration membranaire ou par adsorption par variation de pression. Le biométhane produit sera conforme aux normes pour permettre sa réinjection dans le réseau transport.
5. Le digestat brut est évacué par surverse du digesteur secondaire vers une lagune de stockage de digestat brut.

6. Séparation de phases par presse à vis des digestats produits ; stockage de la phase solide dans un silo et de la phase liquide dans une lagune avant épandage, permettant une autonomie de 6,5 mois de stockage.

RECEPTION ET ALIMENTATION

La réception des substrats se fait suivant deux filières : la biomasse liquide et la biomasse solide.

La biomasse liquide et une partie de la biomasse solide (fumiers) sont reçues en flux tendu et introduites respectivement dans une cuve de réception ou dans les trémies pour les solides. Le fumier pourra être stocké sur les silos externes (pas plus de 2 jours de stockage).

Les pulpes de betteraves et les CIVE sont livrées de manière saisonnière sur 1 à 3 mois. Ils seront stockés en ensilage dans le silo (volume = 36 470 m³, surface= 9 830m²). L'autonomie de stockage des CIVE, paille, pulpe de betteraves et autres est de 12 mois.

Les matières admises sur le site seront toutes pesées sur un pont bascule et feront l'objet d'une traçabilité depuis leur entrée sur le site jusqu'à leur sortie soit sous forme de produit soit jusqu'au retour en terre pour la partie prévue en épandage.

Selon la nature des intrants, l'alimentation du méthaniseur se fera de manière adaptée :

· Substrats liquides

Les intrants liquides sont réceptionnés et stockés dans une cuve agitée avant d'être transféré par pompage vers le méthaniseur.

· Substrats solides

Les solides sont les suivants : fumiers, CIVE, paille, racines d'endives, pulpe de betteraves.

En fonctionnement normal, l'ensemble des intrants solides est repris du silo au chargeur pour alimenter une trémie de chargement implantée à proximité immédiate du méthaniseur.

Elle permet l'alimentation à débit régulé du digesteur en substrat solide broyé.

L'opérateur verse les substrats dans la trémie et le système dose automatiquement, conformément au niveau du gaz produit, les solides dans le digesteur afin d'atteindre une production maîtrisée de gaz pendant toute la journée. Le système d'alimentation possède un dispositif de pesage, la quantité des substrats dosés peut être enregistrée pour une utilisation ultérieure.

· Pré-fosse

La pré-fosse, implantée à proximité immédiate du méthaniseur est une cuve cylindrique entièrement construite en béton armé. Elle abrite 2 chambres équipées chacune d'un agitateur immergé de puissance 7.5 kW (indicatif) et d'une mesure du niveau :

- Chambre 1 : réception stockage des liquides ;

- Chambre 2 : réception du digestat brut prévenant du digesteur secondaire en amont du séparateur

· Station de pompage centrale

La station de pompage centrale assure :

- l'alimentation du méthaniseur en liquide depuis la chambre n° 1 de la pré-fosse de réception / stockage;

- l'évacuation du digestat liquide depuis la chambre n° 2 de la pré-fosse vers les ouvrages de stockage longue durée. Si nécessaire, depuis cette même chambre, une recirculation du digestat liquide vers le méthaniseur est réalisée.

Une unique pompe à lobes est prévue associée un jeu de vannes afin de diriger l'effluent vers les différents points d'alimentation. La pompe est placée dans un conteneur à proximité du Méthaniseur.

DIGESTION

La méthanisation des substrats est réalisée dans un digesteur équipé de 6 agitateurs inclinés hélices, suivi d'un post-digesteur équipé de 2 agitateurs à palettes.

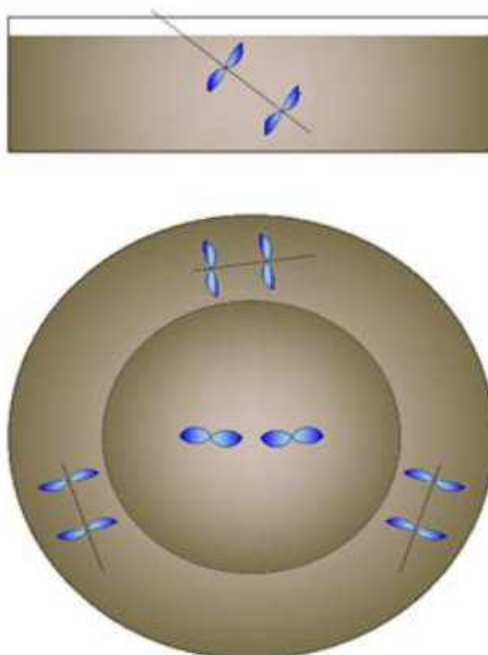
Le digesteur et le post-digesteur sont conçus en ouvrage combiné circulaire. Le post-digesteur est placé au centre, le digesteur forme un chenal circulaire autour.

Une fois les substrats introduits, la circulation entre le digesteur et le post digesteur ainsi que la sortie du digestat brut vers le puits de reprise se font par gravité, ce qui assure une fiabilité maximum ainsi qu'une économie de consommation électrique. Néanmoins, si besoin, le mélange à l'intérieur du digesteur peut être pompé par la station centrale de pompage.

La technique de mélange du système assure :

- une homogénéisation optimale pour tout le contenu du digesteur – en assurant la protection contre la formation de couches de sédiments ;
- un mélange du substrat horizontalement et verticalement sur toute la superficie du digesteur principal, avec une consommation électrique réduite ;
- une réparation des agitateurs sans vider le digesteur. Les interventions sont ainsi réduites.

Figure 4 : Ouvrage combiné digesteur / post-digesteur



L'ouvrage dispose :

- de pièges à sédiments et cailloux ;
- d'un prétraitement du soufre par injection d'oxygène ;
- d'un système de maintien en température.

Les caractéristiques de fonctionnement de la méthanisation sont les suivantes :

- premier étage (digestion) : temps de séjour $T_s = 58$ j ;
- second étage (post-digestion) : temps de séjour $T_s = 31$ j ;
- ensemble (méthaniseur + post-digesteur) : temps de séjour $T_s = 89$ j.

Le chauffage des substrats et le maintien en température du digesteur sont réalisés à l'aide d'un ensemble de tuyauteries en PEHD réticulé montée en nappe verticale positionné au 1/3 inférieur du voile intérieur du méthaniseur dans lequel circule de l'eau chaude produite par :

- 1. la chaudière biogaz ;
- 2. un échangeur de chaleur sur le compresseur du système d'épuration du biogaz.

La communication entre digesteur et post-digesteur est réalisée *via* un trop-plein.

Le digestat brut est évacué par surverse du post-digesteur et acheminé gravitairement vers la pré-fosse.

TRAITEMENT DU DIGESTAT

Le digestat brut en sortie du digesteur secondaire sera dirigé vers la lagune.

Repris par une pompe, il pourra subir une séparation de phase mécanique par presse à vis pour obtenir un digestat solide et un digestat liquide.

Le digestat solide est repris au chargeur pour être stocké dans un silo.

Le digestat liquide est stocké dans une lagune.

VALORISATION BIOGAZ

La valorisation du biogaz s'appuie sur 5 fonctions principales :

- stockage du biogaz en gazomètre ;
- élimination du biogaz en cas de maintenance (torchère) ;
- transformation du biogaz en biométhane : élimination H_2O , H_2S et CO_2 ;
- injection sur le réseau : poste GRT contrôlant la qualité du gaz injecté ;
- alimentation de la chaudière pour chauffer le digesteur.

GAZOMETRE

Le gazomètre permet le stockage temporaire du biogaz en cas de petites indisponibilités sur le réseau ou sur l'épuration du biogaz. Le gazomètre est implanté au sol. De forme « boule de quart », son volume lui permet une autonomie d'environ 6,5 h.

Le système de membrane double assure l'étanchéité. La paroi externe assure la stabilité du toit et celle interne assure l'étanchéité du biogaz stocké. Un ventilateur fonctionne en permanence et maintient la stabilité de la sphère tout en garantissant une pression constante malgré les variations d'approvisionnement et de soutirage du gaz. Ce dispositif garantit une alimentation constante de la station d'épuration de gaz.

Le niveau de gaz est mesuré et contrôlé en permanence par le système qui ajuste automatiquement l'approvisionnement en substrats. Lorsque le niveau de gaz descend sous un certain seuil, un complément de substrats est automatiquement introduit dans le digesteur. Si le stockage est plein, le système va réduire automatiquement l'introduction des substrats.

La membrane et sa fixation sont conçues pour résister aux intempéries et aux vents.

Le gazomètre est en équilibre avec le ciel gazeux du méthaniseur.

La pression relative de fonctionnement de l'ensemble est égale à 3,5 mbars.

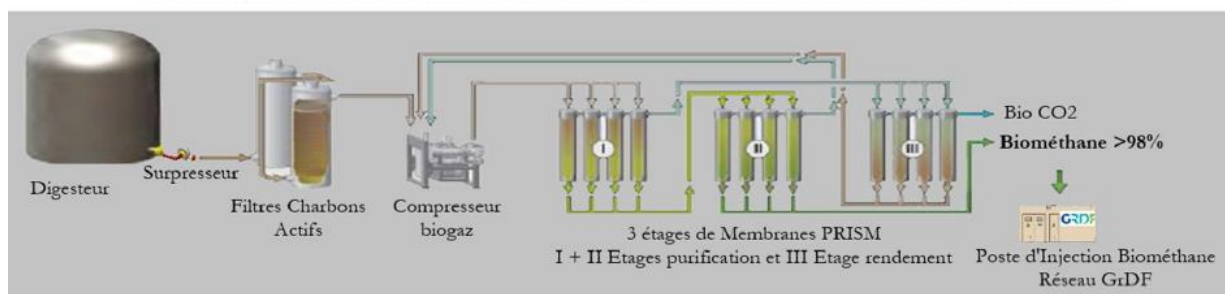
TRANSFORMATION DU BIOGAZ EN BIOMETHANE

Descriptif simplifié du procédé

Le biogaz issu du digesteur est :

- prétraité sur Filtres Charbons Actifs afin de retirer les polluants tels que H₂S, COV ou les siloxanes,
- compressé à une pression permettant la séparation du CH₄ et CO₂
- purifié par séparation du CH₄ et CO₂ par perméation gazeuse multi-étagée au travers des membranes PRISM® chimiquement très résistantes, notamment vis-à-vis des composés polluants du biogaz
- comprimé à la pression du réseau GRTgaz.

UNITE DE PURIFICATION DU BIOGAZ EN BIOMETHANE POUR INJECTION DANS LE RESEAU DE DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL



Description du pré traitement du biogaz

En amont du process d'épuration, le biogaz subit une étape de prétraitement constituée de :

- Une étape de déshumidification
- Compte tenu des régimes de pressions en sortie du process de méthanisation, une étape de surpression
- Une épuration sur deux filtres de charbon actif dimensionnés pour 1 changement tous les 5 mois
- Un compresseur permettant d'amener la pression du biogaz à la pression de fonctionnement du système d'épuration et permettant de garantir la pression demandée par le Gestionnaire du Réseau en amont du Poste d'Injection.

Il est également prévu un système de contrôle commande avec automate programmable, supervision et accès distant.

Séchage du biogaz

Le séchage du biogaz est effectué par refroidissement jusqu'à 5°C, à la pression atmosphérique.

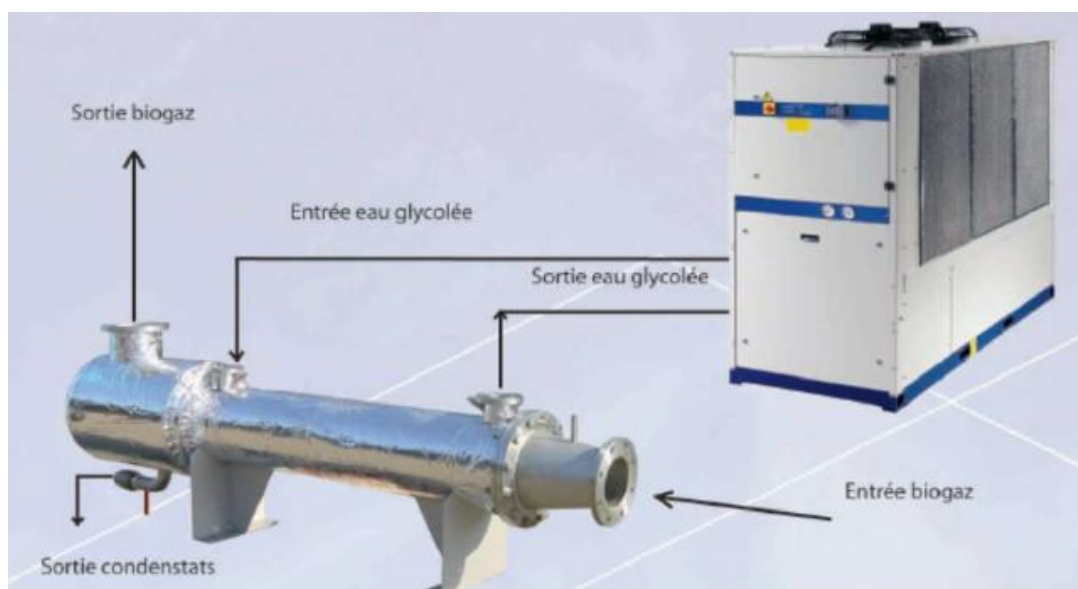
La production de froid sera assurée par un seul groupe, permettant d'assurer une redondance complète sur cette étape du procédé.

L'échangeur assure le refroidissement du biogaz et la condensation de l'eau présente dans le biogaz sur ses parois froides. Le séchage est réalisé à contre-courant. L'échangeur est suffisamment surdimensionné pour que le biogaz sortant soit en équilibre de température (à +1 à 2°C) avec l'eau glycolée entrant. Une mesure de la température du biogaz sortant permet de détecter un dysfonctionnement du séchage. Aucune régulation de la température du biogaz n'est nécessaire.

L'échangeur est de type multitubulaire à fond démontable permettant le ringardage de l'échangeur en cas d'encrassement.

Un séparateur dévésiculeur coalescent placé au bout de l'échangeur permet de tranquilliser le flux gazeux et collecter et évacuer les condensats. Un détecteur de niveau permet de détecter une anomalie dans l'évacuation des condensats.

En sortie du dévésiculeur, le biogaz est à une température de 5°C.



Les caractéristiques dimensionnelles sont :

Paramètres	Valeur
Capacité de l'installation de séchage (échangeur + Groupe Froid)	750 Nm ³ /h
Nombre de groupe froid	1
Puissance installée du groupe froid	21.6kW
Humidité relative du biogaz entrant	100%
Température maximale d'entrée du biogaz	35°C
Point de rosée du biogaz après séchage	5°C
Perte de charges maximale biogaz	13mbar
Matériau de construction	Inox

Tableau 2 : Caractéristiques du groupe d'eau glacée basse pression

L'échangeur tubulaire et le dévésiculeur coalesceur sont entièrement en acier inoxydable offrant la meilleure résistance à la corrosion.

L'ensemble des parties froides est prévu calorifugé avec de la mousse à structure cellulaire fermée à base de caoutchouc particulièrement efficace contre les déperditions calorifiques tout en offrant une excellente barrière pare vapeur. L'isolant est choisi pour éviter la condensation de l'humidité de l'air extérieur.

Les condensats seront envoyés vers le pot de purge de notre installation

Surpression du biogaz

Pour les besoins du process, l'installation d'un surpresseur centrifuge de biogaz permettant d'amener la pression de l'installation à une valeur entre +100 et +250 mbarR.

Le moteur du surpresseur sera contrôlé par un variateur de fréquence, garantissant les niveaux de pression amont/aval souhaités et permettant d'adapter le fonctionnement de l'unité au débit de biogaz.

Les caractéristiques dimensionnelles sont :

Paramètres	Valeur
Capacité de l'installation d'un surpresseur	750Nm ³ /h
Nombre de surpresseurs prévus	1
Pression biogaz au refoulement du surpresseur	100 à 250mbar
Température biogaz au refoulement du surpresseur	30 – 35°C
Puissance électrique installée par surpresseur (moteur principal)	5.5kW

Tableau 3 : Caractéristiques du surpresseur

Traitement d'impuretés

Le biogaz séché et surpressé est filtré sur un lit de charbon actif pour retirer les impuretés (H₂S, COV).

L'objectif de cette étape est d'éviter l'envoi de polluants dans le procédé d'épuration et, par extension, à l'atmosphère.

L'installation est composée de deux cuves installées en série et peuvent permuter « lead and lag ».

Chaque cuve contient 1000 kg de charbon Actif dopé au (KOH) en granulés extrudés de 4 mm.

Ce média, à base de charbon actif (houille) et dopé avec une solution alcaline permet un bon abattement des composés soufrés.

- charbon actif produit à partir de cendres de charbon activés à la vapeur en granulés extrudés de 4 mm de qualité suivante pour l'abattement des grosses molécules de COV qui sont susceptibles d'encrasser les membranes.

Les caractéristiques des cuves sont les suivantes :

Paramètres	Valeur
Débit de fonctionnement	750 Nm ³ /h
Capacité de média filtrant	2x1000 kg
Nombre de caissons	2
Hauteur du caisson	2.5m
Diamètre du caisson	1.2m
Volume utile unitaire	3m ³
Matière	PEHD ou acier inox 316L calorifugé

Tableau 4 : Caractéristiques de la cuve de charbon actif

Chaque changement entraîne la vidange et le remplissage d'un seul filtre. Chaque filtre est donc renouvelé tous les 6 mois au débit nominal de 563 Nm³/h de biogaz et 8500 h/an de fonctionnement avec des concentrations en composés minoritaires égales aux concentrations moyennes maximales suivantes :

- 100 mg/Nm³ H₂S
- 20 mg/Nm³ de COV

L'efficacité de traitement du charbon actif sur les différents composés à traiter est la suivante :

- Efficacité de traitement de l'H₂S : 95%
- Efficacité de traitement des COV : 90%

Les quantités et les types des différents charbons actifs à mettre en oeuvre peuvent être ajustés avant chaque remplissage en fonction de l'évolution dans le temps des concentrations des composés à traiter dans le biogaz brut.

L'alimentation et la gestion du fonctionnement des cuves sont assurées par un ensemble de tuyauteries en inox 316L, vannes papillon d'isolement manuelles avec papillon inox, piquages pour instrumentation, prises d'échantillon et inertage.

Des piquages sont prévus en amont et en aval des deux cuves de charbon actif avec vannes d'isolement manuelles et canalisations d'alimentation des analyseurs de gaz.

Dosage Oxygène :

L'oxygène est nécessaire pour l'oxydation de l'H₂S dans le filtre.

Description de la compression du biogaz

Après prétraitement, le biogaz arrive au niveau des compresseurs moyenne pression, où il est comprimé à une pression comprise entre 10 et 15 barR afin d'alimenter l'unité membranaire.

Le type de compresseurs retenus est une technologie à vis lubrifiées, ces compresseurs sont très flexibles, permettant d'envisager un fonctionnement optimisé entre 35 et 100% du débit de design.

Un séchage du biogaz comprimé est ensuite effectué par refroidissement à 5°C, à la pression de refoulement du compresseur.

Le biogaz séché est ensuite réchauffé par échange thermique avec le flux de biogaz comprimé afin de s'éloigner du point de rosée du gaz compressé et éviter toute re-condensation dans le reste du process.

La température maximale du biogaz après réchauffage est de 30°C.

Le refroidissement du biogaz est assuré par le groupe froid gaz/eau glycolée décrit précédemment.

L'objectif est d'éviter tout entrainement d'aérosol et toute condensation durant l'épuration.

Il sera installé une cascade de filtres au refoulement du compresseur permettant de garantir la meilleure filtration possible.

Récupération de la chaleur sur la compression

Une récupération de chaleur sur le réseau d'huile des compresseurs permettra de récupérer 70 kW au travers de la boucle thermique de réchauffage du digesteur.

Description de la production du biométhane

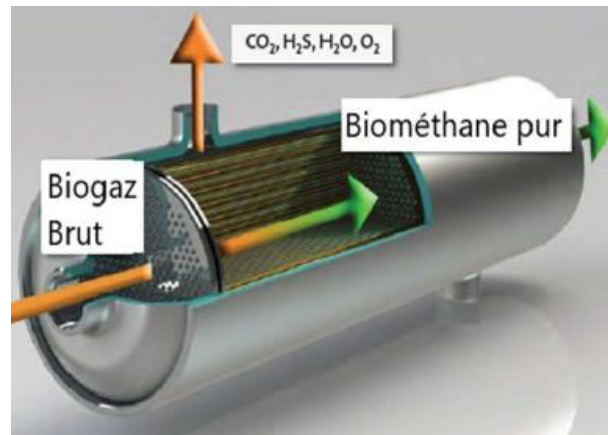
Décarbonatation du biogaz

L'épuration du biogaz consiste à diviser le biogaz entrant en 2 flux, quasi équivalents en débit :

- Le biométhane très riche en CH₄ > 98%
- Le gaz pauvre, riche en CO₂ avec une faible teneur de CH₄

La technologie utilisée repose sur la différence de taille des molécules présentes dans le biogaz (notamment le CH₄ et le CO₂). La perméabilité des gaz dans la membrane est différente lorsqu'une différence de pression est appliquée sur les deux faces de celle-ci.

Les membranes installées sont des membranes Air Products.



L'épuration s'effectue en plusieurs étapes sur chacun des étages membranaires.

En sortie du deuxième étage, le gaz produit contient déjà entre 85 et 90% de méthane. Le dernier étage de membranes permet d'atteindre un taux de récupération du méthane très élevé (>99%).

Le nombre de module, leur configuration multi-étagée ainsi que les conditions de pressions appliquées sont autant de paramètres ajustables pour obtenir les performances épuratoires exigées pour obtenir un biométhane de qualité H.

Les équipements prévus comprennent :

- Châssis de supportage des modules membranaires
- Ensemble des modules membranaires montées sur les châssis avec colliers de fixation
- Tuyauteries de raccordement et de distribution sur les modules
- Robinetterie dont vannes d'isolement manuelles en amont et aval des étages de membranes, piquages pour purge et inertage
- Instrumentation associée dont capteurs de pression et température



Description de la compression finale du biométhane

Après épuration, le biométhane arrive au niveau du booster moyenne pression, où il est comprimé à une pression maximale de 67,7 barR afin de pouvoir être injecté dans le réseau.

Gestion du Biométhane non conforme

La tuyauterie de biométhane non conforme depuis le poste d'injection est renvoyée en amont de l'Unité d'épuration puis recyclée en amont des filtres de Charbons Actifs après détente.

Il est prévu que l'automate local de l'unité de purification prenne en compte en entrée les signaux d'information qui seront disponibles depuis le poste d'injection.

Ces informations seront en effet prises en compte dans les séquences d'automatisme de l'unité et notamment les séquences de démarrage, de by-pass et d'arrêt.

Instrumentation de l'installation

L'instrumentation nécessaire au monitoring de l'installation est prévue :

- Capteurs de pression
- Capteurs de température
- Capteurs de niveau

Les informations transmises par les capteurs seront reportées au niveau de la supervision et pourront ainsi être visualisées à distance. Une historisation des valeurs de ces paramètres sous forme de courbes est également prévue, afin de pouvoir suivre leur évolution dans le temps.

Capacité de l'unité d'épuration :

- _ taux d'extraction du méthane : 99%,
- _ consommation électrique 0,45 kWh/Nm3 (volume de biogaz sec traité)
- _ teneur en CH4 dans biogaz produit sec : 51,5 %,
- _ disponibilité > 98 %.

La quantité de biométhane injectable sur le réseau Grtgaz issu du procédé sera en capacité de 850Nm3/h de biogaz sec à 51,5 % CH4 ce qui correspond à un Cmax de 450.

· Alimentation de la chaudière

Le biogaz nécessaire au chauffage du digesteur en autoconsommation sera envoyé vers une chaudière d'une puissance de 300 kW. Afin de diminuer le rejet de SOX, le biogaz envoyé en chaudière sera prélevé après la désulfuration par charbon actif.

· Torchère (Annexe 20)

La torchère sera alimentée en cas d'excédent de biogaz (après saturation de la capacité de 6,5 h de stockage du gazomètre) et d'arrêt de l'unité de production de biométhane à partir des surpresseurs amont prétraitement biogaz afin d'envoyer directement du biogaz à l'atmosphère par l'intermédiaire des soupapes du digesteur ou du stockage de digestat. il s'agit d'une torchère automatique.

Elle aura les caractéristiques suivantes :

- capacité : 850 Nm3 biogaz/h ;
- puissance thermique maximale : 3 MW ;
- température de flamme : 850 °C ;
- pression minimale : 25 mbar.

SYSTEMES AUXILIAIRES

Alimentation électrique

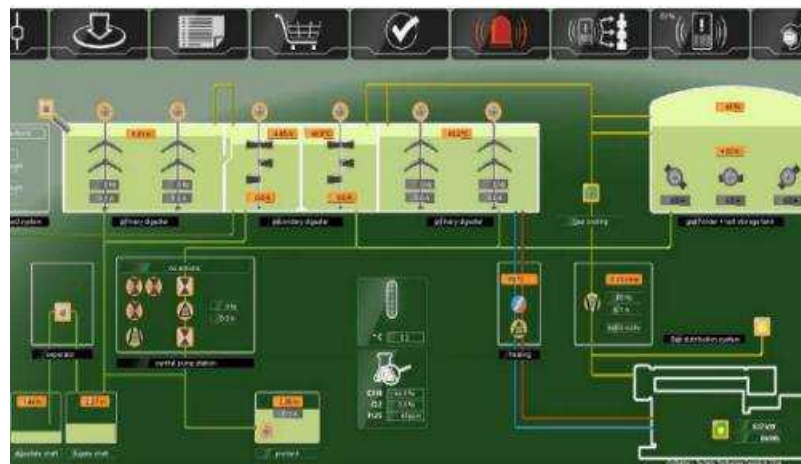
L'installation est alimentée en électricité *via* le réseau public. L'électricité sera distribuée par un réseau basse tension enterré après être passé par un poste de transformation.

Le site sera pourvu d'un groupe électrogène qui permettra de secourir les fonctions de sécurité et un agitateur dans le digesteur.

Contrôle-commande

L'unité comprend un système complet de contrôle-commande des équipements fournis par Biogest. Cela permet à l'utilisateur d'analyser les données et de voir facilement plusieurs représentations graphiques des paramètres du procédé.

Figure 5 : Exemple de synoptique de contrôle-commande



Le système d'exploitation permet l'enregistrement des données, la création et le suivi des perspectives et des protocoles. L'opérateur a toujours le contrôle des unités et il est capable de visualiser facilement toutes les informations nécessaires. Les données sur la production d'énergie (biométhane ou d'électricité et de chaleur), la consommation de substrats, la production de gaz et l'autoconsommation sont enregistrées automatiquement par le système de contrôle et permettent aux utilisateurs de préparer un rapport mensuel ou annuel.

Le système de contrôle est connecté à internet et peut être opéré à distance à l'aide d'un ordinateur ou d'un smartphone.

7. PJ N°6 - RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES

Cette partie est rédigée en s'appuyant sur le relevé de justificatifs du respect des prescriptions de :

- l'arrêté de prescriptions générales du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- le(s) guide(s) correspondant(s) nommé(s) relevé de justificatifs du respect des prescriptions

7.1. RESPECT DES PRESCRIPTIONS RUBRIQUE 2781-2

Texte modifié par :

Arrêté du 6 juin 2018 (JO n° 130 du 8 juin 2018)

Arrêté du 25 juillet 2012 (JO n° 182 du 7 août 2012)

Arrêté du 17 juin 2021 (JO n°150 du 30 juin 2021)

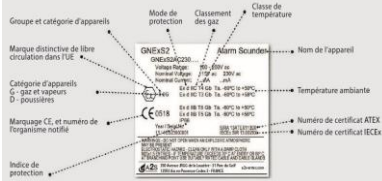
Articles de l'arrêté 2781	Détails de l'article	Justificatif à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement (Guide)	Justifications
Article 1	<p>« Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations enregistrées à compter du 1er juillet 2021.</p> <p>« Les dispositions applicables aux installations régulièrement enregistrées avant le 1 juillet 2021, ou dont le dossier de demande d'enregistrement a été déposé complet avant le 1 juillet 2021, sont celles prévues en annexe III.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières les complétant ou les renforçant dont peut être assorti l'arrêté l'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.</p>	Néant	/
Article 2 (Définitions)	<p>Définitions.</p> <p>« - méthanisation : processus contrôlé de transformation biologique anaérobie de matières organiques qui conduit à la production de biogaz et de digestat ;</p> <p>« - installation de méthanisation : unité technique destinée spécifiquement au traitement de matières organiques par méthanisation, à l'exclusion des équipements associés, au sein des installations d'élevage, aux couvertures de fosse récupératrices de biogaz issu de l'entreposage temporaire d'effluents d'élevage. Elle peut être constituée de plusieurs lignes de méthanisation avec leurs équipements de réception, d'entreposage et de traitement préalable des matières, leurs systèmes d'alimentation en matières et de traitement ou d'entreposage des digestats et déchets et des eaux usées, et éventuellement leurs équipements d'épuration du biogaz ; »</p> <p>« - ligne de méthanisation : comprend un ou plusieurs réacteurs, ou digesteurs, disposés en parallèle ; »</p> <p>« - méthanisation par voie solide ou pâteuse : méthanisation permettant le traitement de substrat avec des teneurs importantes en matière sèche, par réincorporation de matière déjà digérée et par aspersion de percolat récupéré, stocké en cuve et maintenu à température. » ;</p>	Néant	/ La méthanisation se réalise dans des digesteurs infiniment mélangés.

	<p>« - biogaz : gaz issu de la fermentation anaérobie de matières organiques, composé pour l'essentiel de méthane et de dioxyde de carbone, et contenant notamment des traces d'hydrogène sulfuré ;</p> <p>« - digestat : résidu liquide, pâteux ou solide issu de la méthanisation de matières organiques ;</p> <p>« - effluents d'élevage : déjections liquides ou solides, fumiers, eaux de pluie ruisselant sur les aires découvertes accessibles aux animaux, jus d'ensilage et eaux usées issues de l'activité d'élevage et de ses annexes ;</p> <p>« - matière végétale brute : matière végétale ne présentant aucune trace de produit ou de matière non végétale ajouté postérieurement à sa récolte ou à sa collecte ; sont notamment considérés comme matières végétales brutes, au sens du présent arrêté, des végétaux ayant subi des traitements physiques ou thermiques ;</p> <p>« - matières : terme regroupant les déchets, les matières organiques et les effluents traités dans l'installation ;</p> <p>« - azote global : somme de l'azote organique, de l'azote ammoniacal et de l'azote oxydé ;</p> <p>« - permis d'intervention : permis permettant la réalisation de travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques sans emploi d'une flamme ou d'une source chaude ;</p> <p>« - permis de feu : permis permettant la réalisation de travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques par emploi d'une flamme ou d'une source chaude ;</p> <p>« - émergence : différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</p> <p>« - les zones à émergence réglementée sont :</p> <p>« a) L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt du dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</p> <p>« b) Les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;</p> <p>« c) L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches, à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. »</p> <p>«-stockage enterré : réservoir se trouvant entièrement ou partiellement en dessous du niveau du sol environnant, qu'il soit directement dans le sol ou en fosse ;</p> <p>«-torchère ouverte : torchère pour biogaz dont la flamme est visible de l'extérieur ;</p> <p>«-torchère fermée : torchère pour biogaz comprenant une chambre de combustion fermée rendant la flamme invisible de l'extérieur ;</p> <p>«-matières stercoraires : contenu de l'appareil digestif d'un animal récupéré après son abattage ;</p> <p>«-retour au sol : usage d'amendement ou de fertilisation des sols ; regroupe la destination des matières mises sur le marché et celle des déchets épandus sur terrain agricole dans le cadre d'un plan d'épandage ;</p> <p>«-concentration d'odeur (ou niveau d'odeur) : facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Elle s'exprime en unité d'odeur européenne par m³ (uoE/ m³). Elle est obtenue suivant la norme NF EN 13 725 ;</p>		
--	---	--	--

	«-débit d'odeur : produit du débit d'air rejeté exprimé en m ³ /h par la concentration d'odeur. Il s'exprime en unité d'odeur européenne par heure (uoE/h). »		
Article 3 (Conformité De l'installation)	<p><i>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</i></p> <p><i>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</i></p>	Néant	/
Article 4 (Dossier installation classée)	<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - la liste des matières pouvant être admises dans l'installation : nature et origine géographique ; - le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation, précisant notamment la capacité journalière de l'installation en tonnes de matières traitées (t/j) ainsi qu'en volume de biogaz produit (Nm³/j) ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit sur les cinq dernières années ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; - le plan de localisation des risques, et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ; - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ; - les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ; - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ; - les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ; - les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ; - les consignes d'exploitation ; - l'attestation de formation de l'exploitant et du personnel d'exploitation à la prévention des nuisances et des risques générés par l'installation ; - les registres d'admissions et de sorties ; 	Dossier installation classée	<p>Le dossier sera constitué dès la mise en route du site. Il comprendra notamment la présente demande d'enregistrement.</p> <p>Le dossier d'enregistrement suivra et sera amendé durant toute la vie du site (consignes d'exploitation, plans, registres et autosurveillance notamment)</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - le plan des réseaux de collecte des effluents ; - les documents constitutifs du plan d'épandage ; - le cas échéant, l'état des odeurs perçues dans l'environnement du site. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		
Article 5 (Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle)	L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.	Néant	/
Article 6 (Implantation)	<p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'installation de méthanisation satisfait les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elle n'est pas située dans le périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine ; - elle est distant d'au moins 35 mètres des puits et forages de captage d'eau extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, des rivages et des berges des cours d'eau, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques ; la distance de 35 mètres des rivages et des berges des cours d'eau peut toutefois être réduite en cas de transport par voie d'eau ; - elle est implantée à plus de 200 mètres des habitations occupées par des tiers, à l'exception des équipements ou des zones destinées exclusivement au stockage de matière végétale brute ainsi qu'à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des logements dont l'exploitant ou le fournisseur de substrats de méthanisation ou l'utilisateur de la chaleur produite à la jouissance. <p>«-La distance entre les installations de combustion ou un local abritant ces équipements (unités de cogénération, chaudières) et les installations d'épuration de biogaz ou un local abritant ces équipements ne peut être inférieure à 10 mètres.</p> <p>«-La distance entre les torchères ouvertes et les équipements de méthanisation (digesteur, post digesteur, gazomètre) ne peut être inférieure à 15 mètres. La distance entre les torchères fermées et les équipements de méthanisation (prétraitement, digesteur, post digesteur, gazomètre) ne peut être inférieure à 10 mètres. La distance entre les torchères et les unités de connexes (local séchage, local électrique, local technique) ne peut être inférieure à 10 mètres.</p> <p>«-La distance entre les aires de stockage de liquides inflammables ou des matériaux combustibles (dont les intrants et les arbres feuillus à proximité) et les sources d'inflammation (par exemple : armoire électrique, torchère) ne peut être inférieure à 10 mètres sauf dispositions spécifiques coupe-feu dont l'exploitant justifie qu'elles apportent un niveau de protection équivalent. »</p> <p>Le dossier d'enregistrement mentionne la distance d'implantation de l'installation et de ses différents</p>	Plan masse du site	<p>Voir plan de masse en PJ3 - plan N°2 et annexe 23 : plan de masse.</p> <p>Echange et validation par GRTgaz pour élaboration du plan de masse et servitude : Annexe 30 courrier et plan déclarant flux GRTgaz et annexe 33 Echange GRTgaz.</p> <p>Le site n'est pas situé dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine. Le captage le plus proche est celui de Potte et Morchain dont le périmètre est situé à plus de 3.6km.</p> <p>Il n'a pas été recensé de puits et forages de captages d'eau extérieurs au site, sources, aqueducs, rivages et berges de cours d'eau, installation souterraine ou semi enterrée pour le stockage des eaux dans les 35 m.</p> <p>Une insertion paysagère sera réalisée.</p> <p>Les digesteurs sont éloignés à une distance de 1400m du premier bourg.</p> <p>Dans le rayon de 100m, on ne recense aucun établissement recevant du public.</p> <p>La ferme Bis Pont est situé à plus de 50m du digesteur, la partie habitation est à 172m.</p> <p>La torchère est située à plus de 15m des équipements.</p> <p>Les installations de combustion (chaudière) et les installations d'épuration seront distantes d'au moins 10m.</p> <p>Les aires de stockage de liquides inflammable ou matériaux combustibles seront distant d'au moins 10m des sources d'inflammation.</p> <p>L'accès se fera par la D89.</p> <p>L'installation et ses différents composants est implantée à plus de 50 m des habitations occupées par des tiers, y compris les lieux</p>

	<p>composants par rapport aux habitations occupées par des tiers y compris les lieux d'accueil visés au II de l'article 1 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage aux stades ou terrains de camping agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et établissements recevant du public.</p> <p>Les planchers supérieurs des bâtiments abritant les installations de méthanisation et, le cas échéant, d'épuration, de compression, de stockage ou de valorisation du biogaz ne peuvent pas accueillir de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques nécessaires au fonctionnement de l'installation.</p>		<p>d'accueil des gens du voyage, des stades ou terrains de camping agréés.</p> <p>Les zones AU du PLU sont situées à plus de 2600m des installations</p>
Article 7 (Envol des poussières)	<p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes pour prévenir les envols de poussières et les dépôts de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas d'envol de poussière ou de dépôt de boue sur les voies de circulation publique ; - dans la mesure du possible, les surfaces sont engazonnées et des écrans de végétation sont mis en place. 	Néant	<p>Les voies de circulation sont aménagées de façon à limiter l'émission de poussières liée au passage des véhicules. L'accès à l'unité ainsi que les voies de circulation et les silos de stockage des intrants sur le site sont enrobés garantissant ainsi de bonnes conditions de circulation une émission très limitée de poussières.</p>
Article 8 (Intégration dans le paysage)	<p>« L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>« L'ensemble du site, de même que ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus propres et entretenus en permanence. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. »</p>	Néant	<p>Le projet prévoit une intégration paysagère améliorée par l'intermédiaire de plantations sur plusieurs faces. (Annexe 14 et annexe 12 notice paysagère)</p> <p>Les digesteurs en projet ainsi que les pré-fosses seront enterrées partiellement ce qui diminue l'emprise visuelle du site et assure une bonne intégration dans le paysage.</p> <p>Le process biogest ne dispose pas de gazomètre sur les digesteurs mais sur une dalle au sol donc une diminution de la hauteur de l'installation.</p>
Article 9 (Surveillance de l'installation)	<p>Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation.</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p> <p>Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout</p>	Nom de la personne responsable de la surveillance de l'installation	<p>Le digesteur est équipé d'un couvercle multifonction comprenant : les soupapes de sur/sous-pression (tarée à +/- 10mbar) y compris cheminé. Un couvercle avec un poids spécifique pour éviter l'entrée de mousse dans la ligne de gaz fait aussi parti du couvercle.</p> <p>L'unité comprend un système complet de contrôle et de commande des équipements.</p> <p>Le système de contrôle est connecté à internet et peut-être opéré à distance à l'aide d'un ordinateur ou d'un smartphone, 24h/24h.</p> <p>L'exploitation se fera sous la surveillance directe d'une personne formée, pendant les heures ouvrées. Hors des heures ouvrées, les alarmes des différents détecteurs prévus sur le site seront transmises</p>

	phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage de percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosion. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.		<p>automatiquement au téléphone et à l'ordinateur portable du personnel d'astreinte formé, qui se rendra sur place si besoin pour effectuer la levée de doute.</p> <p>Ainsi, une intervention rapide sera possible sur le site, 24h/24 et 7j/7, dans un délai maximum de 30 minutes.</p> <p>L'exploitation se fera sous la surveillance, directe ou indirecte de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - M. Dossin (président) ou - M. Baes (Directeur général). <p>De plus, le salarié à plein temps présent sur place aux heures d'ouverture du site assurera la surveillance directe de l'installation.</p> <p>Responsable d'exploitation : Société Bis Pont Biogaz</p> <p>Plusieurs personnes sont destinées à travailler sur le site. Responsabilités non finalisées.</p> <p>Le site de méthanisation dispose d'une rétention en cas de déversement accidentel.</p> <p>Le site est inaccessible en dehors des horaires d'ouverture.</p>
Article 10 (Propreté de l'installation)	Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.	Néant	<p>Le site disposera d'un agrément sanitaire au titre du règlement RCE 1069/2009. A ce titre la DDPP a été contacté par mail (le 24/02/2021, annexe 3) pour présenter le projet.</p> <p>Un plan de nettoyage sera mis en place.</p> <p>Le site sera maintenu en bon état de propreté : abords des installations correctement rangés et nettoyés, gestion des déchets, lutte contre la prolifération des rongeurs.</p>
Article 11 (Localisation Classement en zones à risque d'explosion)	L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'une atmosphère explosive (ATEX), qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsque ces zones sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), celles-ci sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ce risque d'explosion tel que mentionné à l'article 4 du présent arrêté. Dans chacune de ces zones, l'exploitant identifie les	Plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de risque	<p>Définition des zones ATEX en Annexe 5.</p>  <p>Le plan des zones à risque sera à disposition au moment du recollement après construction.</p> <p>Ce plan pourra être réalisé sur le mode d'un plan d'évacuation NFS 60-302.</p> <p>Les zones à risque seront : local épuration, local chaudière, digesteurs</p>

	<p>équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 35</p> <p>ATEX correspondant à ce risque d'explosion tel que mentionné à l'article 4 du présent arrêté. Dans chacune des zones ATEX, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion.</p>		<p>et gazomètre, cuves d'intrants et points bas avec intrants ou digestats, locaux électriques, puits de condensats, torchère, éventuellement stockage de produits sec combustibles (type paille), elles seront autant que nécessaire adaptées suivant les équipements installés.</p> <p>Le plan sera affiché à l'entrée de l'unité.</p>
Article 12 (Connaissance des produits, étiquetage)	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger, conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	Néant	/
Article 13 (Caractéristiques des sols)	<p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou pour l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p>	Néant	<p>Les sols des aires de manutention et des aires de stockages des déchets seront réalisés en surface imperméables (type béton ou voirie) et seront équipés de caniveaux pour la collecte des jus et des eaux de lavage.</p> <p>C'est particulièrement le cas pour la zone des silos, la zone entre les silos et la trémie, l'aire de lavage, la zone de reprise du digestat liquide.</p>
Article 14 Repérage des canalisations	<p>Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées (norme NF X 08-100 de 1986) ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan établi en application des dispositions de l'article 4 du présent arrêté.</p> <p>Les canalisations, la robinetterie et les joints d'étanchéité des brides en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion.</p> <p>Ces canalisations résistent à une pression susceptible d'être atteinte lors de l'exploitation de l'installation même en cas d'incident.</p> <p>Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir</p>	Plan des canalisations	<p>Voir plans des canalisations , PJ3 : plan N°2 , annexe plan N°3 :ensemble des réseaux et rétention</p> <p>Les canalisations de biogaz respectent les spécifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Résistances aux fluides, à la corrosion et à la pression - Etanches et testées avant leur première utilisation - Faciles d'accès - Constituées de tronçons soudés - Equipées de vannes de sécurité <p>L'ensemble des canalisations seront repérées, les canalisations biogaz et</p>

	<p>l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.</p> <p>Les raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression.</p> <p>S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, une information de risque appropriée doit être réalisée et une ventilation appropriée doit être installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.</p> <p>L'exploitant doit réaliser une vérification initiale avant chaque utilisation de détecteur multigaz portables à l'aide d'une station de calibrage automatique adaptée au détecteur. Dans le cas où le site n'est pas équipé d'une station de calibrage, le détecteur multigaz doit alors être calibré par un tiers à une fréquence définie par le constructeur ou à défaut semestrielle.</p>		<p>biométhane sont marquées et/ ou sont peintes en jaunes.</p> <p>Le béton du digesteur en contact avec le biogaz dispose d'un revêtement anticorrosion.</p> <p>Le biogaz est stocké dans un gazomètre sous une double membrane en ½ sphère. Le niveau de gaz est mesuré et contrôlé en permanence par le système de contrôle qui ajuste automatiquement l'approvisionnement des intrants.</p>
Article 15 (Résistance au feu)	<p>Lorsque les équipements de méthanisation sont couverts, les locaux les abritant présentent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractéristique de réaction au feu minimale suivante : matériaux de classe A1 selon NF EN 13 501-1 (incombustible) ; - les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : - murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ; - planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ; <p>R : capacité portante ;</p> <p>E : étanchéité au feu ;</p> <p>I : isolation thermique.</p> <p>Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieur à 30 minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à 30 minutes (indice 1).</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un</p>	Plan détaillé des locaux et bâtiments et description des dispositions, constructives, de résistance au feu et de désenfumage avec note justifiant les choix	<p>La méthanisation n'est pas faite sous hangar couverts ou en bâtiment mais au sein des digesteurs.</p> <p>Les digesteurs sont placés en extérieur.</p>

	<p>degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		
Article 16 (Désenfumage)	<p>Lorsque les équipements de méthanisation sont couverts, les locaux les abritant et les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne doit pas être inférieure à 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ; - est à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2 présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonctions sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ; - la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ; - classe de température ambiante T0 (0 °C) ; - classe d'exposition à la chaleur HE 300 (300 °C) ; 	Néant	<p>Voir article précédent.</p> <p>Les équipements de méthanisation sont situés en extérieur.</p> <p>Il n'y a pas de local à risque particulier dans le lot Biogest. Le local technique est considéré en risque courant. Il n'y a pas de public sur site, ainsi aucune prescription particulière n'est demandée. Le local technique sera équipé d'extincteurs adaptés au type de feux potentiel. Parallèlement, le local est équipé d'extracteurs automatique d'air, de détecteur de fumée et d'une sortie de secours.</p>

	- des aménagements d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton sont réalisées cellule par cellule.		
Article 17 (Clôture de l'installation)	<p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p> <p>La zone affectée au stockage du digestat peut ne pas être clôturée si l'exploitant a mis en place des dispositifs assurant une protection équivalente.</p> <p>Pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, une simple signalétique est suffisante.</p>		<p>Site équipé d'une clôture sur tout le périmètre.</p> <p>Entrée principale pour les entrées – sorties des entrants.</p> <p>Site interdit au public.</p>
Article 18 (Accessibilité en cas de sinistre)	<p>I. Accessibilité.</p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation.</p> <p>Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur <p>R minimal de 11 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;</p>	Plan mentionnant les voies d'accès	<p>Voir plan de masse en PJ3 : plan N°2 – 1/200 et annexe 23 : plan de masse</p> <p>L'accès au site se fait directement par la D89.</p> <p>La voie d'accès au site sera aménagée de telle sorte à satisfaire les exigences fixées.</p> <p>Les véhicules pourront stationner avant le portail sans être sur la voie publique.</p> <p>La voie sera de 3 mètres de large minimum et supportera le passage des véhicules des secours incendie ou civil.</p> <p>II. La voie engins est assurée par la zone voirie présente depuis l'entrée (portail) et jusqu'à la zone silos et cuve d'intrants. La largeur est bien supérieure à 3 mètres sans contraintes de hauteur. Elle respecte les rayons intérieurs et portance des voies engins. La zone devant les silos à une largeur supérieure à 7 m avec voie de retournement de plus de 10 m de diamètre.</p> <p>III. La voie engins, dans sa partie stabilisée fait plus de 100 m de long. Le croisement avec une largeur d'au moins 6,5 m est possible tout le long de la voie.</p> <p>IV. Les issues des bâtiments sont accessibles depuis la voie engins,</p>

	<p>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;</p> <p>- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie.</p> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 10 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.</p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <p>- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie « engins » ;</p> <p>- longueur minimale de 10 mètres, et présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</p> <p>IV. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins.</p> <p>A partir de chaque voie « engins » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.</p>		<p>largeur de 3m minimum ou sur deux côtés.</p>
Article 19 (Ventilation des locaux)	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque de formation d'atmosphère explosive ou toxique. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte</p>	Néant	<p>L'unité de méthanisation se situe à l'extérieur, et de ce fait n'a pas besoin de ventilation.</p> <p>La ventilation des locaux électriques, chaudières sont prévues en respectant le présent article.</p> <p>Le container épuration est ventilé en partie haute et basse.</p>

	tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.		
Article 20 (Matériels utilisables en atmosphères explosives)	<p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 11 présentant un risque d'incendie ou d'explosion, les équipements électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du n° 2015-799 du 1 juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques susvisé. Ils sont réduits à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constitués de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Ces dispositions sont immédiatement applicables.</p> <p>Les matériaux isolants installés dans un emplacement avec une présence d'une atmosphère explosive (membrane souple, etc.) sont conçus pour être de nature antistatique selon les normes en vigueur.</p> <p>« L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...) et organise les tests et vérifications de maintenance visés à l'article 22</p>		<p>Le matériel utilisé dans ces zones est conforme à la réglementation, régie par le décret 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive, transposant la directive européenne 94/9/CE.</p> <p>Les éléments d'éclairage se trouvent en extérieur, ils respecteront la réglementation en vigueur. Respect de nfc 15-100.</p> <p>Il n'y a pas de matériel utilisé pour de l'éclairage naturel.</p> <p>Les matériaux isolants utilisés en atmosphère explosive respecteront les normes antistatiques en vigueur.</p> <p>La vérification du matériel de lutte contre les incendies sera effectuée par un bureau de contrôle agréé.</p>
Article 21 (Installations électriques)	<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits qu'ils contiennent.</p>	<p>Plan de l'installation électrique et matériaux prévus</p> <p>Indication du mode de chauffage prévu</p>	<p>Le plan des installations électriques sera produit au moment de la construction. Il sera annexé au dossier enregistrement tenu à disposition sur site.</p> <p>Les locaux ne sont pas particulièrement chauffés.</p> <p>Les bureaux disposeront soit d'un chauffage électrique ou soit raccordé à la chaudière du site.</p> <p>Le chauffage du digesteur se fera par la chaudière biogaz du site.</p> <p>L'ensemble des installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et aux normes applicables aux zones ATEX.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre.</p> <p>Le site sera équipé d'un groupe électrogène de secours.</p>

	<p>Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention.</p>		
<p>Article 22</p> <p>(Systèmes de détection et extinction automatiques)</p>	<p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Pour les stockages d'intrants solides, de digestat solide et séché de longue durée, des dispositifs de sécurité, notamment à l'aide de sondes de température régulièrement réparties et à différents niveaux de profondeur du stockage, sont mis en place afin de prévenir les phénomènes d'auto-échauffement (feux couvant et émission de monoxyde de carbone).</p> <p>« A l'exception des unités de séchage basse température (moins de 85° C), les unités de séchage de digestat sont équipées d'un système de détection de monoxyde de carbone (avec alarme sonore et visuelle) et d'extinction d'incendie.</p> <p>« Le stockage de liquide inflammable, de combustible et de réactifs (carton, palette, huile thermique, réactifs potentiellement exothermiques comme le chlorure de fer ...) est interdit dans les locaux abritant les unités de combustion du biogaz.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>	<p>Description du système de détection et liste des détecteurs avec leur emplacement</p> <p>Note de dimensionnement lorsque la détection est assurée par un système d'extinction automatique</p>	<p>Il n'y a pas de système d'extinction automatique.</p> <p>A minima il est prévu un détecteur de fumée et un détecteur de gaz dans chaque local chaudière et épuration.</p> <p>Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de l'installation.</p> <p>Des extincteurs sont prévus conformément à la réglementation.</p> <p>Au moins un détecteur d'incendie sera positionné dans le local technique, il sera conforme à la norme NFEN 14604.</p> <p>Les liquides inflammables seront stockés hors des locaux de combustion du biogaz</p>
<p>Article 23</p> <p>(Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie)</p>	<p>L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p>	<p>Nature, dimensionnement et plan des appareils, réseaux et réserves éventuelles avec</p>	<p>Un moyen d'alerter les services incendie et de secours sera à disposition sur le site (téléphone dans les bureaux, téléphone portable)</p>

	<p>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures ;</p> <p>- de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.</p> <p>A défaut de ces appareils d'incendie et robinets d'incendie armés, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances à proximité du stock de matières avant traitement. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation.</p> <p>L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.</p>	note justifiant les différents choix	<p>Un plan des locaux avec les risques incendie sera à disposition sur le site.</p> <p>2 réserves incendies de 120 m³ (240m3) en eau pour un besoin mini de 180m3 ainsi que 1 borne relais permettant de couvrir l'ensemble de l'installation. La canalisation sera maintenue en eau et équipée d'un clapet anti-retour.</p> <p>Une zone de 32m2 sera réservée et signaler au sol pour l'emplacement du SDIS en cas d'intervention. Elle répond aux prescriptions de la fiche PEI n°24 du RDDECI</p> <p>Une note de dimensionnement est placée en Annexe 7.</p> <p>Le SDIS a été consulté pour le dimensionnement des réserves (en attente de retour de leur part).</p> <p>Le site sera également équipé d'extincteurs, en nombre suffisant, adaptés aux risques.</p> <p>Les centres du SDIS les plus proches de la SAS sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nesle : 5km - Ham : 9km - Roye : 17km <p>Les numéros d'urgence seront affichés dans le local technique.</p>
Article 24 (Plans des locaux et schémas des réseaux)	<p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.</p> <p>Il établit également le schéma des réseaux entre équipements, précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p>	<p>Plan des locaux et plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours tenus à jour.</p> <p>Schéma des réseaux localisant les équipements à utiliser en cas de dysfonctionnement</p>	<p>Les équipements d'alerte et de secours sont situés dans les bureaux.</p> <p>Equipements à utiliser en cas de dysfonctionnement : téléphone fixe et téléphone portables, extincteurs, réserve incendie, vanne d'isolement du bassin de décantation incendie, vanne de sécurité du réseau de gaz.</p> <p>Voir plan des réseaux en PJ3, annexe plan n°3 et annexe 16.</p> <p>Le plan des locaux, le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours, le schéma des réseaux, seront utilement mutualisés avec le plan des zones à risques.</p> <p>Ce plan pourra être réalisé sur le mode d'un plan d'évacuation NFS 60-302.</p>
Article 25 (Travaux)	Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 11, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la	Néant	Permis de feu ou d'intervention assortis de consignes délivrées par l'exploitant pour les travaux seront mis en œuvre sur le site et sont signées avec les entreprises extérieures pour les interventions le nécessitant.

	<p>réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ».</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignées.</p> <p>Les documents ou dossier préalable nécessaires à la délivrance du permis comprennent :</p> <p>«-la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</p> <p>«-l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</p> <p>«-les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</p> <p>«-l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</p> <p>«-lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</p> <p>« Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection contre les explosions défini à l'<u>article R. 4227-52 du code du travail</u> et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article.</p> <p>« L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation des travaux ayant fait l'objet du « permis de feu », doit être affichée en caractères apparents.</p> <p>Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le</p>		<p>Une consigne de fin de travaux sera réalisée et enregistrées avant la remise en fonction.</p> <p>Consigne : Interdiction d'apporter du feu sous forme quelconque sera rédigée.</p> <p>Le(s) responsable(s) du site seront sensibilisés à la rédaction du permis de feu et d'intervention.</p>
--	--	--	--

	représentant de l'éventuelle entreprise extérieure en présence de l'exploitant. Cette vérification fait l'objet d'un enregistrement annexé au programme de maintenance préventive visé à l'article 35.		
Article 26 (Consignes d'exploitation)	<p>« Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>« Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>« - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</p> <p>« - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</p> <p>« - l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;</p> <p>« - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ;</p> <p>« - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ;</p> <p>« - les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;</p> <p>« - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</p> <p>« - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.</p> <p>;</p> <p>« - les modes opératoires ;</p> <p>« - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</p> <p>« - les instructions de maintenance et de nettoyage ;</p> <p>« - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</p> <p>« L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>		Les consignes d'exploitation seront tenues à jour et affichées.

	« Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH4 et de H2S avant toute intervention. »		
Article 27 (Vérification périodique et maintenance des équipements)	<p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>.</p>	Contrat de maintenance avec un prestataire chargé des vérifications des équipements	<p>Il est trop tôt pour avoir l'ensemble des contrats de maintenance finalisés, mais une liste des contrats qui seront pris peut-être établie :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Fournisseur de la solution de méthanisation · Epuration · chaudière · Transformateur électrique · Sécurité incendie · Engins de manutention · Installations électriques <p>Ceux-ci alimenteront le dossier d'enregistrement au démarrage du site et en fonctionnement nominal</p>
Article 28 (Formation)	<p>Avant le démarrage des installations, l'exploitant et son personnel d'exploitation, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins et aux équipements installés est justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale.</p> <p>Le contenu de cette formation peut être adapté pour prendre en compte notamment le retour d'expérience de l'exploitation des installations et ses éventuelles modifications.</p> <p>A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de la formation et sa durée en heures. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.</p> <p>Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>		<p>Les sites modernes de méthanisation sont en grande partie automatisés et fonctionnent avec peu de main d'œuvre. La conduite de l'installation se limite généralement aux opérations de gestion des stockages d'intrants, chargement de la trémie ainsi qu'aux opérations de suivi général, de surveillance et d'entretien.</p> <p>Le futur salarié suivra une formation sur le thème de la méthanisation. Il est par ailleurs prévu une formation par la société biogest qui va de plus accompagner pendant 1 an le fonctionnement de l'unité, le suivi des paramètres, sous forme de visite régulière et par un suivi à distance via internet, permettant un lien permanent entre l'installation et la société biogest.</p> <p>Il sera formé à la méthanisation, à la sécurité, à la conduite d'engins et aux installations classées.</p> <p>Annexe 20 : formation</p>

Article 28 bis de l'arrêté du 12 août 2010	<p>« Non-mélange des digestats</p> <p>« Dans les installations où plusieurs lignes de méthanisation sont exploitées, les digestats destinés à un retour au sol produits par une ligne ne sont pas mélangés avec ceux produits par d'autres lignes si leur mélange constituerait un moyen de dilution des polluants. Les documents de traçabilité permettent alors une gestion différenciée des digestats par ligne de méthanisation. »</p>		Le site ne prévoit pas plusieurs lignes de méthanisation distinctes
Article 28 ter de l'arrêté du 12 août 2010	<p>« Mélanges des intrants</p> <p>« Sans préjudice des articles R. 211-29 et D. 543-226-1 du code de l'environnement, le mélange des intrants en méthanisation n'est possible que si :</p> <p>« - les boues d'épuration urbaines participant au mélange respectent l'article 11 de l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, pris en application du décret n° 97-1133 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;</p> <p>« - les autres intrants participant au mélange respectent l'article 39 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour</p> <p>la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>« La description des mélanges susceptibles d'être opérés figure dans le dossier d'enregistrement ou dans un dossier de modification de l'installation soumise à enregistrement. »</p>		<p>Conformément à l'article R. 211-29 du Code de l'Environnement sur les boues d'épuration urbaine collective ou autonome et conformément à l'article D543-226-1 du Code de l'Environnement sur les biodéchets le projet ne prévoit pas l'admission de ces catégories de déchets.</p> <p>Le projet de la SAS Bis Pont Biogaz prévoit de méthaniser des intrants d'origines agricoles, d'IAA et des déchets verts. (CIVES, pulpes de betteraves, fumiers, racines d'endives, déchets d'oignons, issues de céréales)</p>
Article 29 (Admission et sorties)	<p>Admission et sorties.</p> <p>L'admission des déchets suivants sur le site de l'installation est interdite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ; - sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 modifié ; - déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection. <p>Toute admission envisagée par l'exploitant de matières à méthaniser d'une nature ou d'une origine différente de celles mentionnées dans la demande d'enregistrement est portée à la connaissance du préfet.</p> <p>1. Enregistrement lors de l'admission.</p> <p>Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement</p> <p>:</p> <ul style="list-style-type: none"> - de leur désignation ; 		<p>L'exploitant mettra en place un registre des déchets entrants et un registre des déchets/digestats sortants conformes aux prescriptions du présent article.</p> <p>Le site sera équipé d'un pont-bascul.</p> <p>Le contrôle de non-radioactivité n'est pas applicable.</p> <p>Le cahier des charges avec informations préalable n'est pas applicable.</p> <p>Le projet ne prévoit pas l'admission de boues d'épuration urbaine.</p> <p>La liste des déchets entrants est susceptible d'évoluer en fonction des opportunités du territoire.</p>

	<p>« - de la date de réception ;</p> <p>« - du tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, du volume ; »</p> <p>- du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial ;</p> <p>- le cas échéant, de la date et du motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée.</p> <p>Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de trois ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.</p> <p>« Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou des déchets d'industries agroalimentaires, ou de biodéchets triés à la source au sens du code de l'environnement, fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets ; l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats. »</p> <p>2. Enregistrement des sorties de déchets et de digestats.</p> <p>L'exploitant établit un bilan annuel de la production de déchets et de digestats et tient en outre à jour un registre de sortie mentionnant la destination des digestats : mise sur le marché conformément aux articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural, épandage, traitement (compostage, séchage...) ou élimination (enfouissement, incinération, épuration...) et en précisant les coordonnées du destinataire.</p> <p>Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôle chargées des articles</p> <p>L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.</p> <p>« Le cahier d'épandage tel que prévu par les arrêtés du 27 décembre 2013 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises respectivement à déclaration, enregistrement et autorisation sous les rubriques n° 2101,2102</p> <p>et 2111 peut tenir lieu de registre de sortie. »</p> <p>« 3. Conditions d'admission des déchets et matières à traiter, en cas de réception de matières ou de déchets autres que de la matière végétale brute, des effluents d'élevage, des matières stercoraires, du lactosérum et des déchets végétaux d'industries agroalimentaires.</p>		
--	---	--	--

	<p>« L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise.</p> <p>« Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.</p> <p>« L'information préalable contient à minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :</p> <p>« - source et origine de la matière ;</p> <p>« - données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ;</p> <p>« - dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069/2009, l'indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069/2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ;</p> <p>« - son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ;</p> <p>« - les conditions de son transport ;</p> <p>« - le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</p> <p>« - le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site.</p> <p>« L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière. »</p> <p>« A l'exception des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires et des déchets végétaux d'industries agroalimentaires, l'information préalable mentionnée précédemment est complétée, pour les matières entrantes dont les lots successifs présentent des caractéristiques peu variables, par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe VII a de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>« Dans le cas de traitement de boues d'épuration domestiques ou industrielles, celles-ci doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, pris en application du décret n° 97-1133 relatif à</p>		
--	---	--	--


	<p>l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées, ou à celles de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et l'information préalable précise également :</p> <p>« - la description du procédé conduisant à leur production ;</p> <p>« - pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;</p> <p>« - une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;</p> <p>« - une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, pris en application du décret n° 97-1133 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées, réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année.</p> <p>« Tout lot de boues présentant une non-conformité aux valeurs limites fixées à l'annexe 1 de l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, pris en application du décret n° 97-1133 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées est refusé par l'exploitant.</p> <p>« Les informations relatives aux boues sont conservées pendant dix ans par l'exploitant et mises à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>		
Article 30 (Dispositifs de rétention)	<p>Tout stockage de matières liquides autres que les matières avant traitement, le digestat, les matières en cours de traitement ou les effluents d'élevage, susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, y compris les cuves à percolât, est associé à une capacité de rétention de volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir servant au stockage de ces matières liquides ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>« Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10⁻⁷ mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu.</p> <p>« Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les cinq ans.</p>	Néant	<p>La cuve fioul sera dotée d'une rétention ou équivalent.</p> <p>Il n'y a aucun stockage sous le niveau du sol.</p> <p>Les cuves sont semi enterrées. (Environ 2m)</p> <p>Pour chaque cuve semi-enterrée un drainage avec regard de contrôle permet de contrôler l'étanchéité.</p> <p>Le volume de rétention égal à la plus grosse cuve (dans sa partie aérienne) est assuré par merlon de terre autour du site. En cas de fuites, l'ensemble des effluents peuvent être contenus dans la rétention.</p> <p>L'étanchéité de la rétention, intégrant le fond et le merlonage /talutage, sera assurée en utilisant le sol en place de type limon puis procéder à un compactage. Ce type de sol sera utilisé quitte à trier les matériaux excavés si le type de sol étant plus infiltrant. Le sol est traité à la chaux/ ciment pour assurer l'étanchéité.</p>

	<p>« II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>« Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>« Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>« Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>« III. - A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolât, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :</p> <p>« - un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10⁻⁷ mètres par seconde.</p> <p>« - une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport h/V calculé.</p> <p>« L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.</p> <p>« IV. - Le cas échéant, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>« V. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>« VI. - Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1er juillet 2021, l'exploitant recense dans un délai de deux ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du point III du présent article. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après le 1er juillet 2021.</p>	<p>Le merlon sera équipé également d'une bâche d'étanchéité.</p> <p>La rétention respectera les recommandations avec une perméabilité de 10⁻⁷ m/s au minimum, au droit du digesteur et sur l'ensemble de la zone de rétention.</p> <p>Le digesteur sera dans une zone de rétention avec merlon.</p> <p>En cas de rupture, l'ensemble pourra être concentré dans la zone de rétention autour du digesteur.</p> <p>Capacité de la rétention : 8036m³ pour 7647m³ de volume dans les digesteurs.</p> <p><u>Voir Annexe : plan N°3 ensemble des réseaux et rétention</u></p> <p>Les talus de la zone de rétention seront munis d'une bâche pour augmenter leur étanchéité.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La capacité de rétention sera étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résistera à l'action physique et chimique des fluides. ✓ L'étanchéité ne sera pas compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. ✓ Les rétentions pourront-être vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. <p>Ces dispositions permettront de garantir qu'il n'y aura pas d'infiltration dans le sol. Les moyens de pompage ou d'évacuation seront alors rapidement mis en œuvre pour éviter un risque en cas de stockage prolongé. La réalisation sera faite suivant les prescription GRTgaz.</p> <p>Le volume de cette retenue est d'au moins 9 650 m³ et permettra de collecter un déversement équivalent à l'ensemble de la cuve.</p> <p>La cuve a les caractéristiques suivantes :</p> <p>Diamètre 39 m</p> <p>Hauteur de cuve : 7 m</p> <p>Enterrement de 1 m</p> <p>Volume hors sol : 7163 m³</p>
--	--	---

Les lagunes de stockage de digestat seront équipées d'un dispositif de drainage et de regards de contrôle pour contrôler les fuites éventuelles. Ce système de drainage sera muni d'un dispositif permettant de contenir le digestat en cas de fuite.

Les éventuels produits dangereux liés à la maintenance de l'installation seront placés sur bac rétention.



<p>Article 31</p> <p>(Cuves de méthanisation et cuves de stockage de percolât.)</p>	<p>Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont munis d'une membrane souple ou sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale liée à une explosion, tel qu'un événement d'explosion ou une zone de fragilisation de la partie supérieure de la cuve. Dans le cas où les équipements de méthanisation sont abrités dans des locaux, le dispositif ci-dessus est complété par une zone de fragilisation de la toiture.</p> <p>Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation ou le cas échéant le stockage de percolât sont également équipés d'une soupape de respiration destinée à prévenir les risques de mise en pression ou dépression des équipements au-delà de leurs caractéristiques de résistance, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par la corrosion, ni par quelque obstacle que ce soit.</p> <p>Les dispositifs visés aux points ci-dessus ne débouchent pas sur un lieu de passage et leur disponibilité est contrôlée régulièrement et après toute situation d'exploitation exceptionnelle ayant conduit à leur sollicitation.</p>	<p>Description du dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale</p>	<p>Le gaz est stocké dans un stockage à double membrane souple en ½ sphère. Le système de membrane double assure l'étanchéité et constitue un volume de stockage. La paroi externe assure la stabilité du toit et celle interne assure l'étanchéité du biogaz stocké. Un ventilateur fonctionne en permanence et maintient la stabilité de la sphère tout en garantissant une pression constante malgré les variations d'approvisionnement et de soutirage du gaz.</p>  <p>Le digesteur est équipé d'un couvercle multifonction comprenant : les soupapes de sur /sous-pression (tarée à +/- 10mbar) y compris cheminée. Un couvercle avec un poids spécifique pour éviter l'entrée de mousse dans la ligne de gaz fait aussi parti du couvercle. Des trappes de visite sont présentes sur le couvercle, ce qui permet d'avoir des points de fragilité sur le couvercle servant d'évents.</p> <p>Le système de protection résistera et fonctionnera à tout obstacle (mousse, gel, corrosion...).</p> <p>Dispositif de sécurité du digesteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Torchère de sécurité automatique - Soupapes de sécurité (sur- et dépression) sur chaque digesteur - Un couvercle multifonctions protège contre les surpressions liées au moussage
---	---	---	--



Le "PowerRing" consiste :

- | | |
|--|-----------------------------|
| 1. D'un digesteur principal (l'anneau externe) | 5. D'un système d'agitation |
| 2. Digesteur secondaire (l'anneau interne) | 6. Chauffage |
| 3. Trémie | 7. Soupapes de sécurité |
| 4. Station de pompage | 8. Trappes de visites |

<p>Article 32 (Destruction du biogaz)</p>	<p>L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation de celui-ci.</p> <p>Cet équipement est présent en permanence sur le site est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête flammes conçus selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article.</p> <p>Dans le cas d'utilisation d'une torchère, le dossier d'enregistrement en précise les caractéristiques essentielles et les règles d'implantation et de fonctionnement. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.</p> <p>Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1er juillet 2021, dans », et il est complété par la phrase suivante : « L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1er janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures. »</p> <p>« Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 35, pour faire face à un éventuel pic de production. Ces mesures prévoient le stockage temporaire d'une quantité de biogaz déterminée en fonction de la documentation fournie par les constructeurs des installations. Cette quantité ne peut être inférieure à 6 heures de production nominale, ou 3 heures pour les installations disposant d'une torchère installée à demeure, dans la limite de 5 tonnes.</p> <p>« Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.</p>	<p>Description de l'équipement de destruction du biogaz.</p> <p>Le cas échéant, description de l'équipement de stockage</p>	<p>En fonctionnement normal, le biogaz est épuré puis injecté au réseau GRTgaz. Une partie du biogaz est également brûlée dans la chaudière pour chauffer le digesteur tank-in-tank.</p> <p>Le site sera équipé d'une torchère munie d'un arrête flamme conforme EN12874 ou ISO 16852.</p> <ul style="list-style-type: none"> - fonctionnement automatique et manuelle - présence permanente <p>Elle est implantée à plus de 15 m du digesteur, des stockages de matières inflammables, des limites de propriété.</p> <p>Celle-ci sera utilisée pour brûler le biogaz par exemple dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • si la valorisation n'est pas possible en tout ou partie par l'unité de valorisation (exemple : opération de maintenance), • si l'installation produit des quantités excédentaires par rapport à la capacité de valorisation, • au démarrage des installations.
<p>Article 33 (Traitement du biogaz)</p>	<p>Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter la teneur en H₂S par oxydation, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque. L'exploitant établit une consigne écrite sur l'utilisation</p>	<p>Le cas échéant, description du système d'injection d'air dans le biogaz et justification de l'absence de</p>	<p>Dans le digesteur, on ajoute quelques % d'air/ou d'oxygène dans le biogaz émis afin de créer des oxydes de soufre et du soufre cristallin pour limiter la production d'hydrogène sulfuré. Le besoin d'air est calculé en fonction de la mesure en ligne</p>

	et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.	risque de surdosage	<p>de la composition du biogaz et il sera adapté en fonction.</p> <p>La conception même de la pompe d'injection d'air dans le digesteur intègre deux concepts pour la sécurité :</p> <p>> Un clapet anti-retour mécanique qui empêche l'air de pénétrer dans le digesteur.</p> <p>> Une limitation du débit maximal d'air lors du pompage. Ce débit maximal peut être ajusté manuellement lors de périodes de production plus importantes ou plus faibles que la normale</p> <p>Dans tous les cas, la teneur en air dans le biogaz est très faible ; la concentration en biogaz dans le digesteur dépasse très largement la limite supérieure d'explosivité (12,4%)</p> <p>Le débit maximum d'introduction d'air est très faible par rapport au débit de production de biogaz.</p> <p>Cette injection est régulée avec la mesure en continue de l'O₂ du biogaz à la sortie du digesteur.</p> <p>Une consigne sera rédigée avec le constructeur sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air.</p>
Article 34 (Stockage digestat)	<p>du</p> <p>Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de la quantité de digestat (fraction solide et fraction liquide) produite sur une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son épandage est soit impossible, soit interdit, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et qu'il est en mesure d'en justifier en permanence la disponibilité.</p> <p>La période de stockage prise en compte ne peut pas être inférieure à quatre mois.</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.</p> <p>Les ouvrages de stockage de digestats liquides ou d'effluents d'élevage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. Lorsque le stockage se fait à l'air libre, les ouvrages sont entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés, pour les nouveaux ouvrages, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité.</p> <p>Les ouvrages de stockage des digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout</p>	<p>Plan et description des ouvrages de stockage du digestat</p> <p>Volume prévisionnel de production de digestat</p> <p>Durée prévisionnelle maximale de la période sans possibilité d'épandage.</p>	<p>PJ N°3 – plan N°2 -1/200</p> <p>Volume des intrants : 31 300 t/an</p> <p>Volume prévisionnel de production de digestat :</p> <p>24 628 t/an, le temps de séjour est supérieur à 80jours, il subit une séparation de phase de ce fait le stockage en lagune non couverte est autorisé pour le digestat liquide.</p> <p>Production digestat liquide : 19 506 t/an</p> <p>Stockage digestat liquide : lagune de 12 000m³ et 2 500m³, (temps de séjour >80jours)</p> <p>Le dimensionnement des lagunes a pris en compte l'ensemble des situations météorologiques. Les précipitations annuelles sont en moyenne de 740mm, une partie est évaporée, une hauteur de garde de 50cm permet le stockage des précipitations. (Recommandation du guide de l'institut de l'élevage février 2017). De plus, les épandages auront lieu en majorité au printemps, et une part aura lieu en été et début d'automne. Bien que le stockage de digestat soit prévu sur 8.9mois, la période réelle sans possibilité d'épandage est de 5 mois.</p>

	<p>de champ moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours.</p> <p>« Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1er juillet 2021, les stockages non couverts doivent, au 1er janvier 2022, faire l'objet de mesures organisationnelles prenant en compte les situations météorologiques décennales (et notamment le niveau de réduction nécessaire des quantités de digestat produites avant les événements pluvieux importants) permettant d'éviter les débordements. Ces mesures sont annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 35. »</p> <p>« Art. 34 bis. - Réception des matières.</p> <p>« Lorsque le stockage des matières se fait à l'air libre, le dimensionnement intègre les effluents, matières semi-liquides à traiter et au besoin les eaux de lavage des surfaces de réception et de manutention des déchets. Ces ouvrages sont implantés de manière à limiter leur impact sur les tiers.</p> <p>« Tout stockage à l'air libre de matières entrantes, à l'exception des matières végétales brutes et des stockages de fumiers de moins d'un mois et dont les jus sont collectés et traités par méthanisation, est protégé des eaux pluviales et, pour les matières liquides, doté de limiteurs de remplissage. »</p>		<p>Stockage de 8.9 mois par an.</p> <p>Les lagunes sont sur un site clôturé.</p> <p>Production digestat solide : 5 123t/an</p> <p>Stockage digestat solide : 1000m² à 4m de haut soit 4 000m³ (densité de 0.7, 2800T) soit 2800/(5123/12)=6.5mois.</p> <p>Le stockage se fera sur une plateforme couverte.</p> <p>Durée prévisionnelle maximale de la période sans possibilité d'épandage :</p> <p>2 mois sur prairies permanentes</p> <p>4 mois sur grandes cultures</p> <p>8 mois sur cultures de printemps</p> <p>(Selon cultures des utilisateurs)</p> <p>Le projet prévoit un stockage minimum sur site de</p> <p>: 6 mois minimum sur le liquide.</p> <p>Un système de drainage permettant le contrôle de l'étanchéité est prévu.</p> <p>Les jus de silos sont collectés et traités en méthanisation.</p>
Article 35 (Surveillance de la méthanisation)	<p>Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de contrôle et de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.</p> <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation. Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Il inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots,</p>	<p>Localisation et description des dispositifs de contrôle de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz ainsi que du dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit.</p> <p>Programme de contrôle et de maintenance des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux</p>	<p>Le suivi de la température des matières en cours de fermentation est effectué par des capteurs placés à l'intérieur du digesteur.</p> <p>Le contrôle de la pression du biogaz dans le ciel gazeux des digesteurs est assuré par l'indicateur de niveau remplissage du ciel gazeux (la pression est proportionnelle au niveau de remplissage), et par la soupape de respiration. Celle-ci permet de rétablir la pression en cas de surpression ou de dépression.</p> <p>Les quantités et qualité du biogaz produit seront mesurées en sortie du digesteur à l'aide d'un analyseur en ligne, et les résultats seront conservés par le système informatique.</p> <p>Le programme de maintenance des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de</p>

	<p>introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.</p> <p>« Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH₄, O₂) à une fréquence semestrielle.</p> <p>L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation et a minima de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz au sein du digesteur et de la cuve de percolât pour les installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de vérification et spécifie, le cas échéant, les seuils d'alarme associés.</p> <p>L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit. Ce dispositif est vérifié à minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations.</p> <p>Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Le système de surveillance inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :</p> <p>« - le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ; « - la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ; « - les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.</p>		<p>dégagement gazeux sera disponible sur le site avant le démarrage des installations.</p> <p>Le programme de contrôle et de maintenance n'est pas encore disponible.</p> <p>Il portera <i>a minima</i> sur les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vannes de régulation du process et d'alimentation en gaz - Vannes guillottes manuelles et/ou automatiques - Membranes digesteur/gazomètre - Soupapes / Garde hydraulique - Surpresseur biogaz - Torchère - Système d'alimentation en gaz - Système d'épuration du biogaz - Système de combustion du biogaz - Puits de condensats le cas échéant <p>Des seuils d'alarmes sont prévu avec envoi automatique par SMS à la personne d'astreinte.</p>
Article 36 (Phase de démarrage des installations)	<p>L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les dépressions est vérifiée lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés dans un registre.</p> <p>Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives.</p> <p>Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation, à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque</p>	<p>Présence du registre dans lequel sont consignés les contrôles de l'étanchéité du digesteur et des canalisations de biogaz</p> <p>Consigne spécifique pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives lors des phases de démarrage ou de</p>	<p>Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.</p> <p>Le registre des contrôles de l'étanchéité du digesteur et des canalisations de biogaz sera mis en place lors de la construction du site.</p> <p>Avant un démarrage de l'installation les réseaux, moyens de stockages et de valorisation sont testés, par exemple au moyen d'air comprimé, afin de vérifier leur étanchéité. De même, les capteurs et éléments de sécurité sont testés.</p> <p>Les certificats d'essais seront fournis avant le démarrage.</p>

	<p>d'explosion (inertage, dilution par ventilation...), qu'il met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.</p>	<p>redémarrage de l'installation</p>	<p>Si on doit intervenir à l'intérieur du digesteur, il s'agit d'un arrêt programmé du système. La procédure générale est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Arrêt de l'alimentation du système en substrats ; · Ouverture des soupapes <p>Soutirage normal de la matière après digestion ;</p> <ul style="list-style-type: none"> · Soutirage normal du biogaz ; · Ouverture de la couverture du digesteur <ul style="list-style-type: none"> ○ par beau temps ○ après avoir mis à l'arrêt tous les équipements mécaniques et électriques ○ les opérateurs sont dotés de détecteurs de méthane et d'hydrogène sulfuré · Inertage éventuel à l'azote · Ventilation naturelle du biogaz résiduel <p>La procédure de démarrage de l'installation établie par le constructeur intégrant les phases critiques et les critères d'alerte est fournie à l'exploitant au démarrage des installations. Celle-ci n'est pas encore disponible. Elle sera réalisée avant démarrage de l'installation et fera partie du dossier d'enregistrement tenu à disposition sur site.</p>
<p>Article 37 (Prélèvement d'eau, forages)</p>	<p>Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif de déconnexion évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>	<p>Néant</p>	<p>Des cuves de reprises d'eau pluviales chargées ainsi qu'un bassin sont présents pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Le site sera raccordé au réseau public et avec un dispositif de disconnexion pour palier toute éventualité de pollution.</p>

	<p>Toute réalisation de forage doit être conforme aux dispositions de l'article 131 du code minier.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p>		
<p>Article 38</p> <p>(Collecte des effluents liquides)</p>	<p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires souillées des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan des réseaux de collecte des effluents. Ce plan fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.</p>	<p>Plan des réseaux de collecte des effluents</p>	<p>Voir plan de masse, annexe 23 et annexe : plan N°3 Ensemble des réseaux et rétention</p> <p>L'installation a été conçue de façon à ne pas rejeter d'eaux souillées dans l'environnement.</p> <p>Les jus de silos de stockage des intrants, de la dalle de digestat, de la trémie seront collectés et dirigés vers la pré-fosse pour être intégrés dans le process.</p>
<p>Article 39</p> <p>(Collecte des eaux pluviales, des écoulements pollués et des incendies)</p>	<p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/ déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons. Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.</p> <p>« Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prévues à l'article 42.</p> <p>« Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site.</p> <p>« L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.</p> <p>« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>« En cas de recours à des systèmes de relevage</p>	<p>Description des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux</p> <p>Consigne définissant les modalités de mise en œuvre des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux</p>	<p>La gestion des eaux pluviales est détaillée dans une note en Annexe 8 : étude et dimensionnement des mesures de régulation des eaux pluviales</p> <p>La voirie et les caniveaux seront réalisés de manière à pouvoir envoyer :</p> <p>Les eaux souillées par de la matière organique vers des puisards de récupération prévus à cet effet (jus de silos, jus provenant de l'incorporateur de solide, jus provenant du digestat solide, ou premier flot d'orage), de manière que ces écoulements soient traités et recyclés en méthanisation.</p> <p>Les eaux pluviales propres (voirie, toiture, rétention) sont orientées dans un bassin de décantation puis d'infiltration de 520m2 (1250m3).</p> <p>Un déboureur-séparateur à hydrocarbures traite la partie de la voirie devant les silos et au niveau de la zone de lavage. Les eaux pluviales de cette zone sont alors orientées vers un bassin de décantations avant de rejoindre le bassin d'infiltration.</p> <p>En cas d'incendie les eaux de surface pourront être soit contenu dans la rétention, soit orienté vers le bassin de décantation pour confiner les eaux</p>

	<p>autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>« En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>« En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.</p> <p>« Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>« En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 42 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au <u>IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement</u>, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>		<p>d'extinctions. Une vanne permettra d'isoler le bassin de décantation du bassin d'infiltration.</p> <p>Le bassin de décantation des eaux chargées est prévu en géomembrane. Il est donc étanche. La zone de rétention garantira une perméabilité de 10⁻⁷ m/s minimum, comme précisé à l'article 30.</p> <p>En cas de pollution accidentelle, les eaux retenues dans la zone de rétention des digesteurs seront pompées pour être envoyées vers les filières de traitement des déchets appropriées</p> <p>Seules les eaux pluviales propres sont infiltrées à la parcelle.</p> <p>Le déclenchement des dispositifs d'obturation sera intégré dans la procédure d'urgence.</p> <p>L'emplacement du dispositif sera signalé par panneau ou équivalent.</p>
Article 40 (Justification de la Compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité)	L'exploitant justifie que les valeurs limites d'émissions fixées ci-après sont compatibles avec l'état du milieu ou avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.	Néant	Absence de rejet d'effluent liquide au milieu naturel autre que les eaux pluviales non souillées et les eaux usées domestiques épurées.
Article 41 (Mesure des Volumes rejetés et points de rejets)	<p>En cas de rejets continus, la quantité d'eau rejetée est mesurée journalièrement.</p> <p>Dans le cas contraire, elle peut être évaluée à une fréquence d'au moins deux fois par an à partir d'un bilan matière sur l'eau, tenant compte notamment de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p>	Néant	Absence de rejet d'effluent liquide au milieu naturel autre que les eaux pluviales non souillées et les eaux usées domestiques épurées.
Articles 42 (Valeurs limites de rejet) et 45 (Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée)	<p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p>	<p>Indication des flux journaliers et des polluants rejetés.</p> <p>Description du programme de surveillance.</p> <p>Autorisation de déversement établie avec le gestionnaire du</p>	<p>Il n'y aura pas de rejet d'eaux résiduaires au milieu naturel ni de raccordement au réseau public.</p> <p>Le rejet des eaux pluviales propres sera réalisé vers l'infiltration à la parcelle. Il n'y aura donc pas d'autorisation de rejet. Les jus et eaux potentiellement chargées seront recyclés en méthanisation.</p> <p>Seules les eaux pluviales propres sont rejetées au milieu naturel par infiltration</p>

	<p>- pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;</p> <p>- température , 30 °C.</p> <p>b) Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement est établie avec le gestionnaire du réseau de collecte ainsi qu'une convention de déversement avec le gestionnaire du réseau d'assainissement.</p> <p>Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :</p> <p>- MEST : 600 mg/l ;</p> <p>- DBO5 : 800 mg/l ;</p> <p>- DCO : 2 000 mg/l ;</p> <p>- azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;</p> <p>- phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent comme aux eaux pluviales sont les suivantes :</p> <p>- MEST : 100 mg/l si le flux n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;</p> <p>- DCO : 300 mg/l si le flux n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;</p> <p>- DBO5 : 100 mg/l si le flux n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ;</p> <p>- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;</p> <p>- Azote global : 30 mg/l (concentrations exprimées en moyenne mensuelle) si le flux excède 50 kg/j, 15 mg/l si le flux excède 150 kg/j, et 10 mg/l si le flux excède 300 kg/j ;</p> <p>- Phosphore total : 10 mg/l (concentrations exprimées en moyenne mensuelle) si le flux excède 15kg/j, 2mg/l si le flux excède 40 kg/j, et 1 mg/l si le flux excède 80 kg/j. ».</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau</p>	<p>réseau de collecte, et convention de déversement établie avec le gestionnaire du réseau d'assainissement.</p>	<p>ou dans le bassin servant de réserve incendie ?</p> <p>Valeurs de rejet retenues pour les eaux pluviales :</p> <p>- pH compris entre 5,5 et 8,5</p> <p>- température 30 °C.</p> <p>- MEST : 100 mg/l si le flux n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;</p> <p>- DCO : 300 mg/l si le flux n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;</p> <p>- DBO5 : 100 mg/l si le flux n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ;</p> <p>- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;</p> <p>- azote global : 30 mg/l (concentrations exprimées en moyenne mensuelle) si le flux n'excède pas 150 kg/j, 15 mg/l si : 150 kg/j, flux, 300 kg/j, et 10 mg/l si le flux excède 300 kg/j ;</p> <p>- phosphore total : 10 mg/l (concentrations exprimées en moyenne mensuelle) si le flux n'excède pas 40 kg/j, 2 mg/l si : 40 kg/j, flux, 80 kg/j, et 1 mg/l si le flux excède 80 kg/j.</p> <p>Les flux journaliers dépendent de la pluviométrie et ne seront donc pas avancés.</p> <p>Programme de surveillance :</p> <p>Analyse de ces paramètres une fois par an conformément à l'article 45.</p>
Article 43 (Interdiction des rejets dans une nappe)	Le rejet, même après épuration, d'eaux résiduaires vers les eaux souterraines est interdit.	Néant	Absence de rejet d'effluent liquide au milieu naturel autre que les eaux pluviales propres.
Article 44 (Prévention des pollutions Accidentelles)	Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à l'article 39 ci-dessus,	Néant	Les cuves semi-enterrées sont équipées d'un dispositif de drainage et de regards de contrôle pour collecter les fuites éventuelles. En cas de fuite détectée, les investigations nécessaires seront réalisées pour les supprimer.

	<p>soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre VII ci-après.</p>		<p>Pour la partie aérienne des cuves, le site permet la rétention du plus grand volume aérien.</p> <p>L'étanchéité est assurée par compactage et traitement de sol. L'objectif est de garantir une perméabilité inférieure à égale à 10-7 m/s . Une étude de sol avant démarrage des travaux déterminera si des traitements supplémentaires sont nécessaires.</p> <p>Le confinement des eaux d'extinction se fait dans le bassin de décantation par fermeture de la vanne d'isolement. Le bassin de décantation est étanche et isolé du bassin d'infiltration par une vanne fermée par défaut.</p> <p>La cuve sera équipée de capteur de niveau, donnant l'alerte et arrêtant les pompes d'alimentation si un niveau de liquide anormal est détecté.</p> <p>Du produit absorbant sera présent sur site en cas de pollution accidentelle.</p>
<p>Article 45</p> <p>(Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée)</p>	<p>Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 42 est effectuée sur les effluents rejetés au moins une fois chaque année par l'exploitant et tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure de ce débit</p>	Néant	<p>Absence de rejet d'effluent liquide au milieu naturel autre que les eaux pluviales propres.</p>
<p>Article 46 et annexes I et II</p> <p>(Epannage du digestat)</p>	<p>Epannage du digestat.</p> <p>« L'épandage des digestats fait l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions précisées en annexe II, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole. L'épandage est alors effectué par un dispositif permettant de limiter les émissions atmosphériques d'ammoniac.</p> <p>« Dans le cas d'une unité de méthanisation traitant des boues d'épuration des eaux usées domestiques, le plan d'épandage respecte les conditions fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, pris en application du décret n° 97-</p>	<p>Fournir l'étude préalable et le programme prévisionnel annuel d'épandage ainsi que les contrats d'épandage tels que définis dans l'annexe 2</p>	<p>Le plan d'épandage est en Annexe du dossier.(dossier : étude préalable au plan d'épandage)</p>

	1133 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées. »		
Article 47 (Captage et des épurations rejets à l'atmosphère)	<p>Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant prend les dispositions utiles pour en limiter la formation.</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source, canalisés et traités, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Art. 47 bis. - Systèmes d'épuration du biogaz.</p> <p>« Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :</p> <p>« - 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm³/h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit.</p> <p>« - 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm³/h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit. »</p> <p>Le respect de ces valeurs fait l'objet d'une évaluation annuelle.</p>	Néant	<p>Pour prévenir les éventuels envols de poussières et matières diverses les précautions suivantes seront prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> · les voiries seront maintenues dans un bon état de propreté · les abords de la zone de réception seront convenablement nettoyés. · les véhicules sortant de l'installation qui transporteront la biomasse seront lavés si nécessaire. <p>Aire de lavage prévue</p> <p>Les végétaux intrants pourront être ensilés et bâchés.</p> <p>Pour prévenir les nuisances olfactives, les mesures suivantes sont prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Les digesteurs sont fermés et étanches et l'atmosphère intérieure sera contrôlée · Le temps de séjour dans les digesteurs est relativement poussé, ce qui diminue les sources d'odeurs résiduelles dans le digestat · L'ensemble du biogaz produit sera ensuite capté, épuré, puis valorisé (injection, chaudière) ou détruit (torchère) · La manipulation du digestat produira peu d'odeurs, la digestion anaérobie ayant pour effet de dégrader et de pré-stabiliser la matière organique. L'ensemble des composés odoriférants (H₂S, mercaptans, acides gras volatiles...) présents dans la matière sont les premiers composés dégradés lors de la méthanisation (dans les heures qui suivent le début de la fermentation). La méthanisation est ainsi couramment considérée comme un procédé permettant de « désodoriser » la matière organique (exemple des nombreuses unités de méthanisation de lisier).
Article 48 (Composition du biogaz et prévention de son rejet)	<p>Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal.</p> <p>La teneur en CH₄ et H₂S du biogaz produit est mesurée en continu ou au moins une fois par jour sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné à minima tous les trois ans par un organisme extérieur. Les résultats des mesures et des contrôles effectués sur l'instrument de mesure sont consignés et tenus à</p>	<p>Description du dispositif de mesure de la teneur du biogaz en CH₄ et H₂S</p> <p>Moyens mis en œuvre pour assurer une teneur</p>	<p>Analyseur biogaz en continu sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - %CH₄ dans gaz de purge (off-gas) - %CH₄, H₂S, O₂ dans le biogaz brut - %CH₄ dans le biométhane

	<p>la disposition des services chargés du contrôle des installations classées pendant une durée d'au moins trois ans.</p> <p>La teneur en H₂S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation est inférieure à 300 ppm.</p>	<p>du biogaz inférieure à 300 ppm de H₂S</p>	<p>Le traitement du biogaz a été présenté à l'article 33.</p> <p>L'H₂S contenu dans le biogaz est réduit à moins de 300 ppm en amont de l'épuration par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Injection d'air ou d'O₂ dans le ciel gazeux régulée avec l'analyseur en ligne <p>Si cette étape n'est pas suffisante les solutions complémentaires peuvent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Injection d'oxyde de fer dans les matières entrantes <p>Ensuite, l'épurateur (traitement de biogaz) permet de réduire la teneur conformément aux spécifications du gestionnaire de réseau (Grt Gaz)</p>
Article 49 (Prévention des nuisances odorantes)	<p>En dehors des cas où l'environnement de l'installation présente une sensibilité particulièrement faible, notamment en cas d'absence d'occupation humaine dans un rayon de 1 kilomètre autour du site :</p> <p>« - pour les nouvelles installations, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un état des perceptions odorantes présentes dans l'environnement du site avant la mise en service de l'installation (état zéro), indiquant, dans la mesure du possible, les caractéristiques des odeurs perçues dans l'environnement : nature, intensité, origine (en discriminant des autres odeurs les odeurs provenant des activités éventuellement déjà présentes sur le site), type de perception (odeur perçue par bouffées ou de manière continue). Cet état zéro des perceptions odorantes est, le cas échéant, joint au dossier d'enregistrement ;</p> <p>« - l'exploitant tient à jour et joint au programme de maintenance préventive visé à l'article 35 un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées.</p> <p>« L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.</p> <p>« Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.</p> <p>« En cas de plainte, le préfet peut exiger la production, aux frais de l'exploitant, d'un nouvel état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement. Les mesures d'odeurs et d'intensité odorante réalisées selon les méthodes normalisées de référence sont présumées satisfaire aux exigences énoncées au présent article. Ces méthodes sont fixées dans un avis publié au Journal officiel de la République française.</p> <p>« En cas de nuisances importantes, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un diagnostic et une étude de dispersion pour identifier les sources odorantes sur lesquelles des modifications sont à apporter pour que l'installation respecte l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration</p>	<p>Résultats de l'état initial des odeurs perçues dans l'environnement, si l'installation est susceptible d'entraîner une augmentation des nuisances odorantes.</p> <p>Description des dispositions prises pour limiter les odeurs provenant de l'installation</p>	<p>Le processus de méthanisation se déroule dans les cuves fermées et isolées.</p> <p>Les dispositions prises pour limiter les odeurs ont été présentées à l'article 47.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le temps de séjour est relativement poussé, ce qui diminue les sources d'odeurs résiduelles dans le digestat - L'ensemble du biogaz produit sera ensuite capté, épuré, puis valorisé (injection, chaudière) ou détruit (torchère) - Les matières odorantes (types effluents d'élevages) seront traitées le plus rapidement possible dans l'unité de méthanisation afin qu'elles n'émettent pas d'odeur - Certains intrants sont en flux tendus d'autres sont stockées dans des cuves fermées - La manipulation du digestat produira peu d'odeur : la digestion anaérobie - Le site prévoit de la place pour d'éventuelles installations de traitement supplémentaires rendus nécessaires <p>Le projet est considéré comme non susceptible d'entraîner une augmentation des nuisances olfactives toutefois un état initial odorante sera effectué avant la mise en service de l'exploitation.</p>

	<p>d'odeur imputable à l'installation au niveau des zones d'occupation humaine dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE/m3 plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.</p> <p>« L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou biofiltres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les trois ans. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent a minima la mesure des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en œuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont reportés dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 35.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations et les entrepôts pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagés autant que possible dans des locaux confinés et si besoins ventilés. Les effluents gazeux canalisés odorants sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Les sources potentielles d'odeurs (bassins, lagunes...) difficiles à confiner en raison de leur grande surface sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage en tenant compte, notamment, de la direction des vents dominants.</p> <p>L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible, et ceci tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz. A cet effet, si le délai de traitement des matières susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à vingt-quatre heures, l'exploitant met en place les moyens d'entreposage adaptés.</p> <p>Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé de matières et d'effluents liquides ; la zone de chargement est équipée de moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site.</p> <p>Les unités de séchage de digestat sont nettoyées conformément aux préconisations du constructeur et a minima tous les trois mois afin de retirer tout dépôt</p> <p>Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents, volatils ou odorants sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère.</p> <p>« Les produits odorants sont stockés en milieu confiné (récipients, silos, bâtiments fermés...).</p>		
--	---	--	--

Article 50 (Valeurs limites de bruit)	<p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>II. Véhicules. – Engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>III. Vibrations.</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé.</p> <p>Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p>	Description des modalités de surveillance des émissions sonores	<p>Réalisation de mesures tous les 3 ans, dont une première campagne de mesures dans l'année qui suit le démarrage des installations :</p> <p>Mesures de jour et de nuit en limite de propriété</p> <p>Mesures de jour et de nuit au niveau des tiers les plus proches</p> <p>Les mesures seront réalisées selon la méthode dite d'expertise, d'après les indications de l'arrêté du 23/01/1997 et de la norme NF S 31010.</p> <p>Ces mesures seront effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>La surveillance pourra utilement intégrer une mesure de bruit résiduel avant démarrage de l'installation.</p> <p>Pour limiter les nuisances :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les livraisons d'intrants se feront en journée. - Les intrants solides seront réalisés avec un manitou en période diurne. - Les épandages seront regroupés sur deux périodes de l'année, printemps et automne, - Enfin, les appareils et les engins agricoles seront entretenus régulièrement. <p>Les seules sources de bruit sur l'installation seront les tracteurs utilisés sur le site. Ces véhicules sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p>
Article 51 (Récupération, recyclage, Elimination des déchets)	<p>Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités des déchets produits et pour favoriser le recyclage ou la valorisation des matières, conformément à la réglementation. L'exploitant élimine les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont aptes à cet effet, et doit pouvoir prouver qu'il élimine tous ses déchets en conformité avec la réglementation.</p> <p>Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p>	Néant	<p>En dehors des digestats et des matières inertes retirées des intrants, le site ne produira pas de grande quantité de déchets.</p> <p>Les digestats seront valorisés en agriculture sur les sols (amendement fertilisant aux plantes, pouvoir structurant pour les sols).</p> <p>L'installation produira de petites quantités de déchets liés à la maintenance (huiles usagées, ...etc.), au nettoyage du site et qui seront repris par des prestataires</p>

			pour être traités dans des filières adaptées. Note déchet en Annexe 9
Articles 52 (Contrôle des circuits de traitement des déchets dangereux).	L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation pour les déchets dangereux. Il effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.		Le site tiendra à jour le registre des déchets réglementaires.
Article 53 (Entreposage des déchets)	Les déchets produits par l'installation et la fraction indésirable susceptible d'être extraite des déchets destinés à la méthanisation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques d'accident et de pollution et évacués régulièrement vers des filières appropriées à leurs caractéristiques. Leur quantité stockée sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.	Néant	Les déchets produits feront tous l'objet d'un traitement externe. Les déchets produits en faible quantité (inertes, cailloux, emballages, huile usagée ...etc.) seront stockés dans des contenants adaptés (bennes, cuves, ...etc.) et en quantité équivalente au lot à expédier ; généralement la taille du contenant d'entreposage. Le digestat sera stocké dans des lagunes dédiées.
Article 54 (Déchets non dangereux)	Les déchets non dangereux et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations régulièrement exploitées. Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie.	Néant	Voir article 51
« Chapitre VIII bis : Méthanisation de sous-produits animaux de catégorie 2 » Article 55 bis	Réception et traitement de certains sous-produits animaux de catégorie 2 « Les prescriptions du présent article sont applicables aux installations traitant des sous-produits animaux de catégorie 2 autres que les matières listées au ii) du e de l'article 13 du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002. « Les équipements de réception, d'entreposage et de traitement par stérilisation des sous-produits animaux sont implantés à au moins 200 mètres des locaux et habitations habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance d'implantation n'est toutefois pas applicable aux équipements d'entreposage confinés et réfrigérés.		Non concerné

	<p>« Le cas échéant, le parc de stationnement des véhicules de transport des sous-produits animaux est installé à au moins 100 mètres des habitations occupées par des tiers.</p> <p>« La réception et l'entreposage des sous-produits animaux se font dans un bâtiment fermé ou par tout dispositif évitant leur mise à l'air libre pendant ces opérations. Les mesures de limitation des dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement comportent notamment l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement ou de dispositif équivalent.</p> <p>« Les aires de réception et d'entreposage sont étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des sous-produits animaux ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés en vue de leur traitement conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>« L'entreposage avant traitement ne dépasse pas vingt-quatre heures à température ambiante. Ce délai peut être allongé si les matières sont maintenues à une température inférieure à 7° C. Dans ce cas, le traitement démarre immédiatement après la sortie de l'enceinte de stockage. La capacité des locaux est compatible avec le délai de traitement et permet de faire face aux arrêts inopinés.</p> <p>« Les dispositifs d'entreposage des sous-produits animaux sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter en totalité.</p> <p>« Le sol de ces locaux est étanche, résistant au passage des équipements et véhicules de déchargement des déchets et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte de ces effluents.</p> <p>« Les locaux sont correctement éclairés et permettent une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur. Ils sont maintenus dans un bon état de propreté et font l'objet d'un nettoyage au moins deux fois par semaine.</p> <p>« L'installation dispose d'équipements adéquats pour nettoyer et désinfecter les récipients ou conteneurs dans lesquels les sous-produits animaux sont réceptionnés, ainsi que les véhicules dans lesquels ils sont transportés. Ces matériels sont nettoyés et lavés après chaque usage et désinfectés régulièrement et au minimum une fois par semaine. Les roues des véhicules de transport sont désinfectées après chaque utilisation.</p> <p>« Les bennes ou conteneurs utilisés pour le transport de ces matières sont étanches aux liquides et fermés le temps du transport.</p> <p>« Les gaz issus du traitement de stérilisation des sous-produits animaux sont collectés et dirigés par des circuits réalisés dans des matériaux résistant à la corrosion vers des installations de traitement. Ils sont épurés avant rejet à l'atmosphère. Les rejets canalisés à l'atmosphère contiennent moins de :</p> <p>« - 5 mg/ Nm³ d'hydrogène sulfuré (H₂S) sur gaz sec si le flux dépasse 50 g/ h ;</p>		
--	--	--	--

	<p>« - 50 mg/ Nm³ d'ammoniac (NH₃) sur gaz sec si le flux dépasse 100 g/ h.</p> <p>« La hauteur de la cheminée ne peut être inférieure à 10 mètres.</p> <p>« Les dispositions suivantes sont applicables aux eaux ayant été en contact avec les sous-produits animaux ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par ceux-ci.</p> <p>« Les effluents de l'unité de stérilisation sont épurés, de façon à respecter les valeurs limites de rejet définies à l'annexe I de l'arrêté du 27 juillet 2012 modifiant divers arrêtés relatifs au traitement de déchets.</p> <p>« Leur concentration en matières grasses est inférieure à 15 mg/ l.</p> <p>« Les installations sont équipées de dispositifs de prétraitement des effluents pour retenir et recueillir les matières solides assurant que la taille des particules présentes dans les effluents qui passent au travers de ces dispositifs n'est pas supérieure à 6 mm.</p> <p>« Tout broyage ou macération pouvant faciliter le passage de matières animales contenues dans les effluents au-delà du stade de prétraitement est interdit.</p> <p>« Les matières recueillies par les dispositifs de prétraitement sont des sous-produits animaux de catégorie 2. Elles sont éliminées ou valorisées conformément à la réglementation en vigueur. »</p>		
<p>Chapitre VIII :</p> <p>Surveillance des émissions</p> <p>Article 55</p>	<p>Contrôle par l'inspection des installations classées.</p> <p>L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets, de digestat ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.</p>		
<p>Chapitre IX :</p> <p>Exécution</p> <p>Article 56</p>	<p>Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.</p>		

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets, de digestat ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

Chapitre IX : Exécution

Article 56

Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

8. PJ N°7 AMENAGEMENTS AUX PRESCRIPTIONS GENERALES

Conformément à l'article R.512-46-5 " La demande d'enregistrement indique, le cas échéant, la nature, l'importance et la justification des aménagements aux prescriptions générales mentionnées à l'article L. 512-7 sollicités par l'exploitant. »

Le présent projet demande les aménagements aux prescriptions générales suivantes.

Tableau 2 : Aménagements aux prescriptions générales

Rubrique ICPE	N° article	Exigence	Demande d'aménagement	Mesure compensatrice
			Néant	

9. PJ N°8 AVIS DU PROPRIETAIRE

Les parcelles section OF 709 – 711(859) et 718 de la commune de Hombleux sur lesquelles le projet sera implanté sont la propriété de la SAS Bis Pont Biogaz.

Voir Annexe PJ N° 8 – Courrier propriétaire Rimette et Annexe 30 lettre terrain Notaire

10. PJ N°9 AVIS DU MAIRE OU PRESIDENT DE L'EPCI

<p>Département DE LA SOMME</p> <p>Arrondissement DE PERONNE</p> <p>Canton DE HAM</p> <p><i>Communauté de Commune de l'EST de la SOMME</i></p>	<p>RÉPUBLIQUE  FRANÇAISE</p> <p>COMMUNE D'HOMBLEUX</p> <p>Rue de l'église 80400 – HOMBLEUX</p> <p>☎ - 03.23.81.07.75 📠 - 03.23.81.58.09 mairie.hombleux@wanadoo.fr</p> <p>Hombleux, le 28 JANVIER 2021</p> <p>A</p> <p>SAS BISPONT BIOGAZ 8 rue St Médard 80400 HOMBLEUX</p>
--	---

Objet : avis du maire compétent en matière d'urbanisme sur la remise en état du site de méthanisation


Madame, Monsieur,

Votre société SAS BISPONT BIOGAZ, qui envisage de créer une unité de méthanisation au lieu-dit l'Épinette, section OF 718-709 et 711p, a sollicité mon avis sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation.

En réponse, je précise donc que si l'activité devait s'arrêter, le site devrait être remis, à votre charge, dans un état compatible avec l'ensemble du document d'urbanisme en vigueur au moment de l'arrêt (PLU à ce jour-passage en PLUI dans un futur avenir)

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en mes salutations les meilleures.

Le Maire
Éric LEFEBVRE



11. PJ N°10 JUSTIFICATION DU DEPOT DE PERMIS DE CONSTRUIRE



Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire une maison individuelle et/ou ses annexes

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire. **Le délai d'instruction de votre dossier est de DEUX MOIS** et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :**
 - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
 - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
 - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- **Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**
- **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de deux mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de deux mois, vous pourrez commencer les travaux¹ après avoir :**
 - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>);
 - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**
 - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
 - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

¹ Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas notamment des travaux situés dans un site classé. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Cachet de la mairie :

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC 08042 21 5009
déposée à la mairie le : 08.10.2021,
par : JL. DOSSIN JP

fera l'objet d'un permis tacite² à défaut de réponse de l'administration deux mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.



² Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

12. JUSTIFICATION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION DE DEFRICHEMENT

NON CONCERNÉ

Le présent projet ne prévoit pas d'autorisation de défrichement.

13. PJ N°12 COMPATIBILITE AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES

Conformément à l'article R512-46-4 du Code de l'environnement, la liste des plans, schémas et programmes à respecter est la suivante :

Tableau 3 : Liste des plans, schémas et programmes

N°	PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMME	Conformité de la société / projet
4	SDAGE – schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux	Conforme
5	SAGE – schéma d'aménagement et de gestion des eaux	Conforme
17	Schéma régional des carrières	Non concerné
18	Plan National de prévention des déchets	Conforme
19	Plan National de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets	Conforme
20	Plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L.541-13 du code de l'environnement	Conforme
23	Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origines agricole	Conforme
24	Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origines agricole	Conforme
	Mesures du plan de protection de l'atmosphère (PPA)	Pas de PPA

13.1 PLANS DE GESTION ET DE PREVENTION DE DECHETS

13.1.1. Plan National de prévention des déchets

Le précédent plan national date de février 2004.

Au plan national la « prévention » de la production de déchets consiste à réduire la quantité et la nocivité des déchets produits en intervenant à la fois sur leur mode de production et sur leur consommation comme l'indiquent les articles L.541.-1 et suivants du Code de l'environnement.

Le présent plan national de prévention des déchets 2014-2020 cible toutes les catégories de déchets (déchets minéraux, déchets dangereux, déchets non dangereux non minéraux), de tous les acteurs économiques (déchets des ménages, déchets des entreprises privées de biens et de services publics, déchets des administrations publiques).

Il se donne comme ambition de rompre progressivement le lien entre la croissance économique et la production de déchets et il constitue un levier pour la mise en œuvre de la transition énergétique et environnementale. Il s'inscrit en effet pleinement dans la démarche de l'économie circulaire en tant qu'outil au service de l'évolution de notre modèle économique vers un modèle durable, non seulement sur le plan environnemental, mais aussi économique et social.

Le plan comporte 3 grandes parties :

- bilan des actions de prévention menées précédemment (notamment dans le cadre du précédent plan national de prévention de 2004),
- orientations et objectifs pour la période 2014-2020,

Il couvre 13 axes stratégiques, regroupant 55 actions, qui reprennent l'ensemble des thématiques associées à la prévention des déchets :

- Responsabilité élargie des producteurs ;
- Durée de vie et obsolescence programmée ;
- Prévention des déchets des entreprises ;
- Prévention des déchets dans le BTP ;
- Réemploi, réparation, réutilisation ;
- Biodéchets ;
- Lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- Actions sectorielles en faveur d'une consommation responsable ;
- Outils économiques ;
- Sensibilisation ;
- Déclinaison territoriale ;
- Administrations publiques ;

- Déchets marins.

Le site à l'étude est compatible avec le plan dans la mesure où il valorise les déchets en énergie renouvelable.

13.1.2. Plan régional de prévention et de gestion des déchets

Au point de vue régional le cadre de gestion des déchets est encadré par un Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD).

Le PREDD de la région Picardie a été approuvé en juillet 2009.

Le décret n°96-1009 du 18 novembre 1996, pris en application de la loi du 13 juillet 1992, aujourd'hui abrogé et codifié au Code de l'environnement (articles R541-29 à R541-41) suite à l'adoption du décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007, définit les objectifs du PREDD et fixe la procédure à suivre pour son élaboration, son suivi et sa réactualisation.

Les orientations régionales pour une meilleure gestion des déchets dangereux s'axent sur les 4 thèmes suivants :

- Incitation à la réduction de la production de déchets dangereux et de leur nocivité
- Optimisation de la collecte et de la prise en charge des flux diffus (des ménages, d'activités industrielles et artisanales et des DASRI)
- Privilégier la valorisation (matière ou énergétique) et rationaliser le traitement
- Incitation au transport multimodal des déchets dangereux (à l'impact environnemental moindre ou égal que celui du transport routier), prioritairement aux déchets parcourant de grandes distances.

La méthanisation qui utilise des déchets locaux pour créer de l'énergie est en accord avec les grands principes de gestion et de valorisation des déchets.

Elle rentre également dans le Schéma Régional de la Biomasse dont la déclaration d'intention a été signée en janvier 2019.

Le projet répond ainsi à l'objectif d'augmentation de la valorisation de ces déchets en proposant une nouvelle solution de traitement intégrée à son territoire.

13.2. SDAGE (SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX)

La commune de Hombleux est localisée dans le SDAGE : Artois-Picardie.

13.2.1. Le SDAGE Artois-Picardie

Institués par la loi sur l'eau de 1992, le SDAGE est un document stratégique qui fixe pour l'ensemble du bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. Il intègre

les obligations définies par la directive cadre européenne sur l'eau (DCE), transposée en droit français par la loi sur l'eau de décembre 2006, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement.

Le Sdage 2016-2021 fixe un objectif d'atteinte de bon état écologique des eaux superficielles (cours d'eau, plans d'eau, eaux littorales) de 33% en 2021.

Le SDAGE est complété par un programme de mesures qui identifie les actions à mettre en oeuvre territoire par territoire.

Les orientations fondamentales et dispositions du SDAGE Artois-Picardie 2016-2021 sont les suivantes :

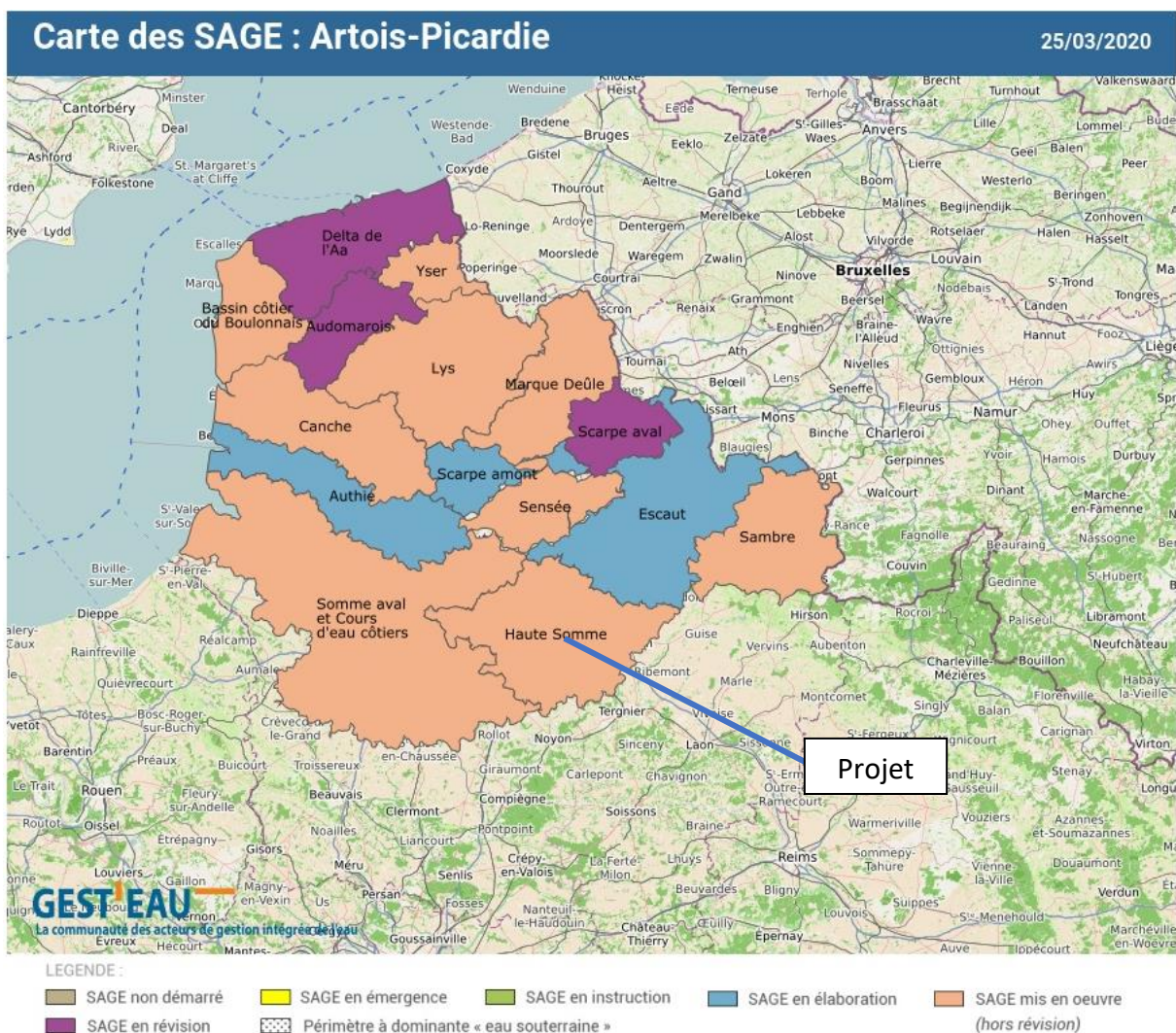
1. la biodiversité et les milieux aquatiques
2. La protection de la ressource pour l'alimentation en eau potable
3. La prévention contre les inondations
4. La protection du milieu marin
5. La mise en oeuvre de politiques publiques cohérentes

Les dispositions du SDAGE retenues vis-à-vis du projet sont notamment les suivantes :

Tableau 6 : Dispositions concernées du SDAGE

Orientation / Dispositions	Description	Etat vis-à-vis du site
A-2	Maitriser les rejets par temps de pluie en milieu urbanisé par des voies alternatives et préventives	Gestion des eaux pluviales, le site gère ses eaux pluviales.
A-3	Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire.	L'apport de digestat sur les sols se fera selon le besoin et bonnes pratiques agronomiques et environnementales. Le digestat a des propriétés agronomiques qui permettent une meilleure assimilation par les plantes et donc une diminution du lessivage.
A-9	Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	
A-11	Promouvoir les actions, à la source de réduction ou suppression des rejets de micropolluants	L'utilisation de produits phytosanitaire sur le site sera proscrite.
B-1	Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans	Le plan d'épandage a pris en compte l'ensemble des

	les zones enjeu eau potable définies dans le SDAGE	captages concerné par le projet
B-3	Inciter aux économies d'eau	Les besoins en eau potable sont réduits au minimum. Les eaux pluviales chargées seront recyclées par le process.
C-2	Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues	La gestion des eaux pluviales sur le site permet de limiter le débit de ruissellement et ainsi réduire les risques d'inondation et d'érosion en aval
C-3	Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants Mettre en place un aménagement de ralentissement dynamique des crues	La gestion des eaux pluviales sur le site permet un ralentissement dynamique.



13.3. SAGE

L'installation est située au sein du SAGE Haute Somme.

Ce SAGE est au stade de mise en œuvre.

Concernant les parcelles d'épandage, les autres SAGE potentiellement concernés sont étudiés dans le dossier de plan d'épandage en Annexe 2.

13.4. PROGRAMME D' ACTIONS POUR LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE

13.4.1. Programme d'actions national et régional

Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement.

Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement

L'épandage est encadré par un plan d'épandage géré par la SAS BIS PONT BIOGAZ.

Les terres où se fera l'épandage seront celles des agriculteurs porteurs du projet. Les pratiques d'épandage sont connues de ces derniers concernant les sujets suivants :

- les doses de fertilisation en rapport avec le besoin des plantes,
- le matériel pour notamment respecter ces doses et également la diminution des nuisances olfactives,
- les périodes d'interdiction d'épandage
- le plan de fumure annuel et le cahier d'épandage
- zones vulnérables et zones d'actions renforcées
- temps d'attente avant pâturage ou récolte des fourrages

Le projet prévoit de stocker au moins 6 mois de digestat liquide sur site.

Au travers de la gestion du plan d'épandage, les précautions applicables à l'épandage seront appliquées et enregistrées conformément à la réglementation en vigueur : programme prévisionnel, cahier d'épandage.

14. PJ N°13 EVALUATION NATURA2000

NON CONCERNÉ

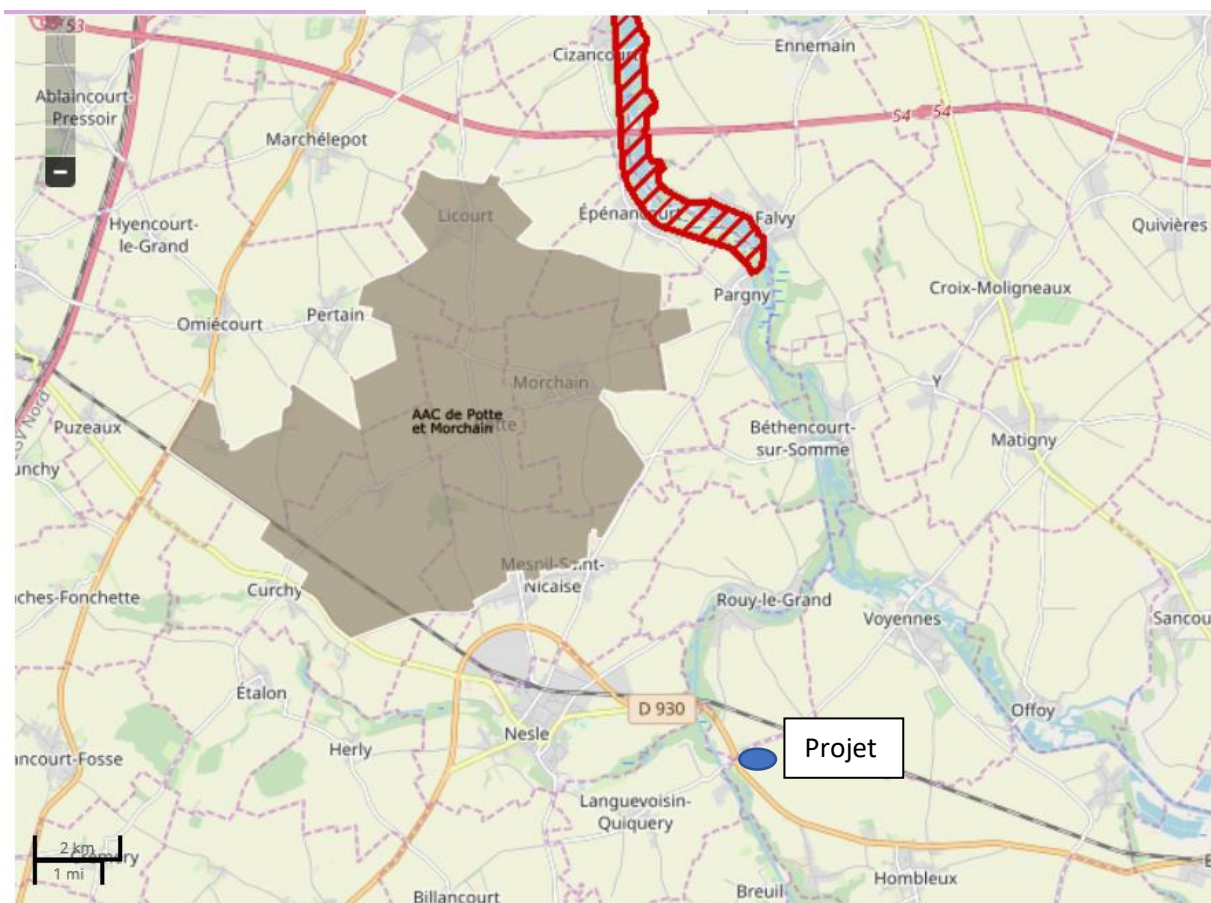
La première zone Natura2000 vis-à-vis du site d'implantation est suffisamment distante (supérieure à 5km) pour que le site n'ait pas d'incidence sur cette dernière.

Les îlots d'épandages en zone Natura2000 sont exclus de l'épandage.

Un site installation classée à enregistrement hors zone Natura2000 n'est pas soumis à évaluation Natura2000 selon la liste nationale : Alinéa 29° de l'article R414-19 du Code de l'Environnement

Le projet hors zone Natura2000 n'est pas soumis à évaluation Natura2000 selon l'arrêté préfectoral du département fixant une liste locale.

Le projet encadré administrativement et hors zone Natura2000 n'est pas soumis à évaluation Natura2000 selon l'arrêté préfectoral fixant la seconde liste locale.



Légende

■ Aires d'Alimentation de Captage - Validé - France entière

■ Aires d'Alimentation de Captage - Périmètre en attente de validation par un référent - France entière

Natura 2000

Site Type

■ Birds Directive Sites (SPA)

■ Habitats Directive Sites (pSCI, SCI or SAC)

AUTRES PIECES - ANNEXES

Annexe 1 : Liste des déchets admis sur le site (d'après l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement

Annexe 2 : Liste communes du Plan d'épandage

Annexe 3 : Echange avec la DDPP – Information projet Bis Pont Biogaz

Annexe 4 : Procédure de gestion des silos et matières entrantes

Annexe 5 : Zonage ATEX

Annexe 6 : Diagnostic environnementale préalable au dossier ICPE

Annexe 7 : Etude D9 besoins en eau incendie - étude D9a confinement incendie V2

Annexe 8 : Etude de dimensionnement des mesures de régulation des eaux pluviales

Annexe 9 : Note sur les déchets

Annexe 10 : PJ N°1 - carte 1/25 000

Annexe 11 : Identification des zones humides

Annexe 12 : Notice paysagère / insertion paysagère

Annexe 13 : Plan de situation

Annexe 14 : PJ N°2 – 1/ 2 500 – plan n°1

Annexe 15 : Plan de localisation des fermes associées

Annexe 16 : Plan des réseaux eaux - plan N°4

Annexe 17 : Plan des abords 25 000e

Annexe 18 : Bilan matière et énergie

Annexe 19 : Plan Torchère

Annexe 20 : Formation

Annexe 21 : Courrier DDTM

Annexe 22 : Plan séparateur de phase

Annexe 23 : Plan de masse – plan N°5

Annexe 24 : PJ N°9 - Courrier – Réponse de la mairie de Hombleux 80

Annexe 25 : Carte – rayon 1km autour du site

Annexe 26 : confidentiel – Business Plan

Annexe 27 : Confidentiel – lettre terrain Notaire

Annexe 28 : Plan de division Métris

Annexe 29 : PLU de Hombleux

Annexe 30 : Courrier et plan déclarant flux GRTgaz

Annexe 31 : certificat d'Urbanisme

Annexe 32 : courrier remise en état du site envoyé en mairie de Hombleux

Annexe 33 : Echange GRTgaz

PJ N°3 – Plan N°2 – 1/200

PJ N°8 – Courrier propriétaire terrain – Mr Rimette

PJ N°10 – Récépissé de dépôt PC

Plan N°3 – 1/250 – Ensemble des réseaux et rétention